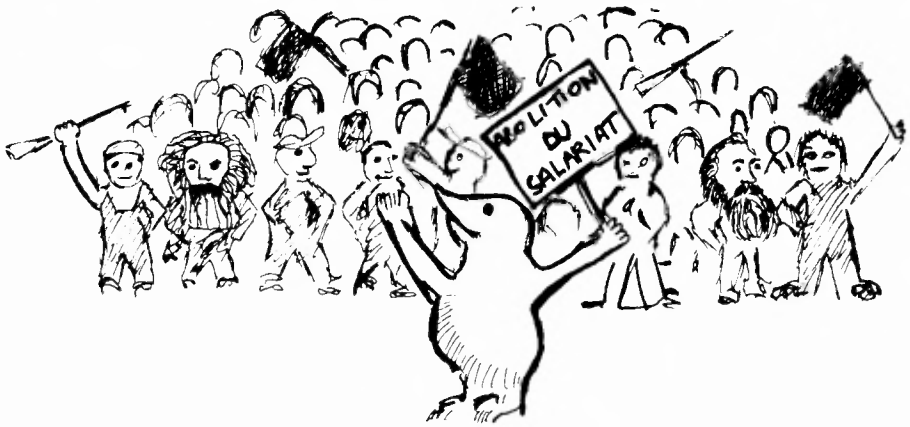
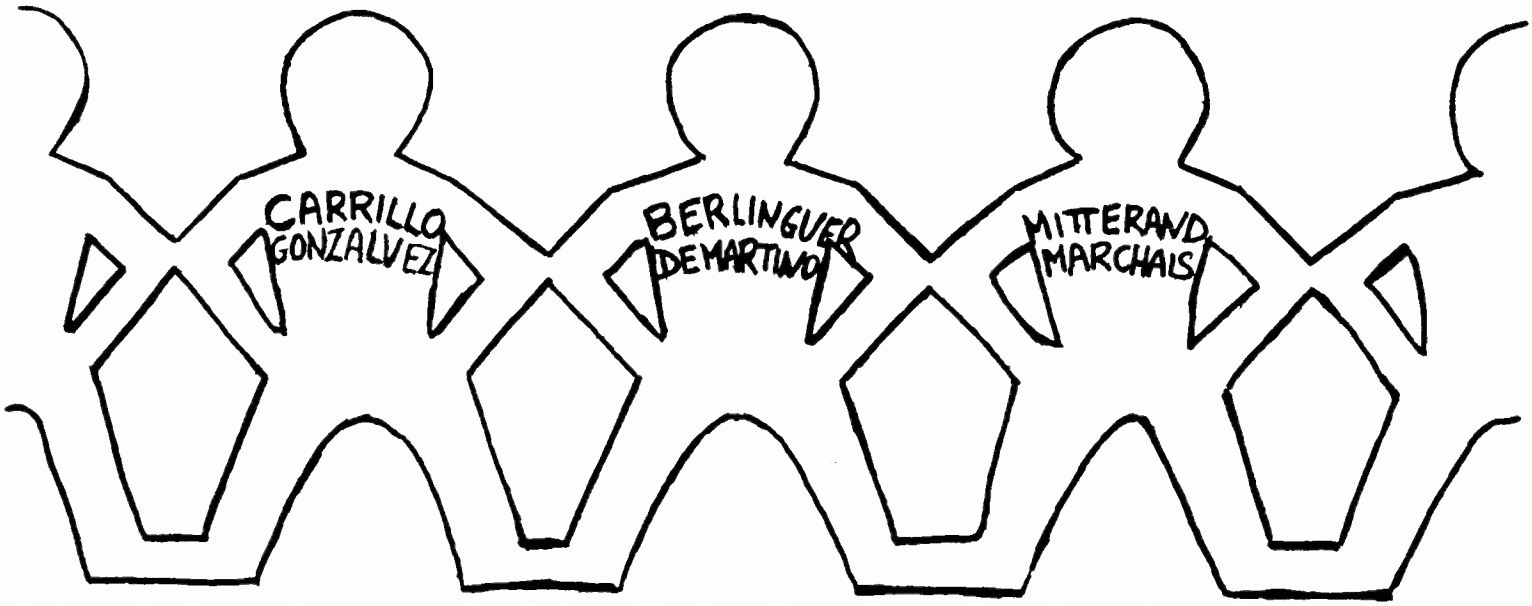
JUIN 76 ★ 4 FRS (30 F.B., 2 Gulden, 20 Esc., 15p., 500 L.)

JEUNE TAUPE !

N° 10





Le Service d'Ordre du Capital

FRANCE - CHINE - PORTUGAL - ITALIE - ESPAGNE...

POUR UNE INTERVENTION COMMUNISTE

SPECTACLE DE LA CONSCIENCE

OU

CONSCIENCE DU SPECTACLE

" Le développement politique, juridique, philosophique, religieux, littéraire, artistique, etc ..., repose sur le développement économique. Mais ils réagissent tous également les uns sur les autres, ainsi que sur la base économique. Il n'en est pas ainsi parceque la situation économique est la cause, qu'elle est la seule active et que tout le reste n'est qu'action passive. Il y a au contraire, action et réaction sur la base de la nécessité économique qui l'emporte toujours en dernière instance."

Fr. Engels - Lettre à Heinz Starkenbourg - 1894

MONTRÉAL : CAPITALE DU SPECTACLE CAPITALISTE !

Dans un monde capitaliste où la crise s'étend à tous les aspects du fonctionnement des Etats nationaux et de leurs relations, il revient aux classes dominantes de remettre à l'ordre du jour leur vieux slogan, symbole de l'aliénation des exploités : " DU PAIN ET DES JEUX ". Et plus la consommation intérieure de chaque Etat se trouve limitée, plus il leur est nécessaire de privilégier ce jeu capitaliste, celui-ci fut-il un jeu de massacre - comme au Liban ! Dans ce domaine, si les pitreries électorales et les pirouettes syndicales continuent à faire leur petit effet, les capitalistes disposent en cette année 1976 d'un morceau de choix : Les Jeux Olympiques de Montréal. Ceux-ci sont considérés comme étant d'une grande importance, comme le prouve l'affolement provoqué par les bruits de leur possible suppression ou report (à cause d'une grève des ouvriers du bâtiment, signe des temps même si celle-ci était sous-tendue par une manoeuvre syndicale), alors qu'ils risquent bien de constituer une catastrophe économique pour la ville organisatrice ! Les bourgeoisies y voient, en effet, un moyen de colmater la crise de confiance et de créer un "consensus national" dans leurs Etats respectifs. On ne peut à ce propos s'empêcher de penser à une autre période de crise et à ses jeux olympiques : ceux de Berlin en 1936. Ceux-ci, loin de constituer une exception, représentèrent l'exemple type de la signification de ce genre de manifestation, l'adaptation parfaite aux besoins idéologiques du Capital en une période donnée, en l'occurence l'embrigadement sous les drapeaux barbares du fascisme et de l'anti-fascisme.

Aujourd'hui, avec le développement des médias de l'audio-visuel, cette signification se trouve renforcée. C'est partout que le petit écran peut déverser, sous une forme attrayante, ses délires nationalistes. Et le spectacle sportif est, plus que tout autre, adapté à cette fonction. En effet, c'est ici à une grande échelle que l'on retrouve ce qui est une arme constante de l'arsenal capitaliste : l'abrutissement sportif. Celui-ci est partout. Que ce soit chez l'"élite" usée par la compétition et les anabolisants ou les passifs spectateurs rivés à leur télé ou aux banquettes des stades. Ces supporters débiles des matchs de rugby ou de foot-ball (cf. les délires ayant entouré l'équipe de St-Etienne au mois de mai) sont beaucoup plus importants pour la survie du Capital que les gesticulations des quelques dizaines ou centaines de membres des groupuscules fascisants. Ils sont l'expression même de la réalité capitaliste : celle de la séparation totale des producteurs non seulement d'avec les instruments de production mais d'avec tout ce qui les entourent, y compris leur propre corps. Et ce n'est pas l'organisation de grandes démonstrations sportives ou autres parades, particulièrement en faveur dans les pays capitalistes d'Etat, qui y change quelque chose. Celles-ci n'ont qu'un but : la glorification du travail salarié (URSS, Chine et leurs satellites), voir la simple préparation technique à celui-ci (cf. les séances d'assouplissement organisées par le patronat japonais). Le spectacle sportif est donc à l'opposé de ce que devrait être toute activité physique effectivement humaine : une meilleure connaissance de son corps, une maitrise maximum de celui-ci visant à en faire non pas une charge à véhiculer, bon gré , mal gré , mais un instrument d'accomplissement , au même titre que le cerveau. Mais l'atteinte d'un tel but, l'être humain total entrevu par Marx, ne signifie rien de moins que le communisme, la fin de toute division du travail et de toute activité séparée :

> " Dans la société communiste où personne ne se voit attribuer une sphère exclusive d'activité, mais où chacun peut se donner une formation complète dans n'importe quel domaine, c'est la société qui règle la production générale. Elle me donne ainsi la possibilité de faire aujourd'hui ceci, demain cela, de chasser le matin, de pêcher l'après-midi, de faire de l'élevage le soir, de faire de la "critique" après dîner, sans jamais devenir chasseur, pêcheur, pâtre ou "critique" ".
>
> Marx-Engels, L'idéologie allemande, 1845.

> " Pour la manière de penser des classes cultivées, c'est forcément une monstruosité que de croire qu'un jour il n'y aura plus de manoeuvre ni d'architecte de profession, et que l'homme qui, pendant une demi-heure, aura donné des instructions comme architecte, poussera aussi quelques temps la brouette, jusqu'à ce qu'on fasse de nouveau appel à son activité d'architecte. Quel beau socialisme que celui qui éternise les manoeuvres de profession ! "
>
> Engels, Anti-Dühring, 1878.

GOLDMAN OU L'ABSENCE DE PERSPECTIVES REVOLUTIONNAIRES

"Nous voulons, tant ce feu nous brûle le cerveau,
Plonger au fond du gouffre, Enfer ou Ciel, qu'importe ?
Au fond de l'Inconnu pour trouver du nouveau"
Baudelaire

L'histoire de Pierre Goldman est exemplaire.

Evidemment pas selon les critères de la presse capitaliste sur les possibilités du fonctionnement plus démocratique de la Justice : l'acquittement de l'accusé "grâce aux avocats et aux jurés" a fait l'unanimité de Jean Dutourd à "Lutte Ouvrière" en passant par "Le Nouvel Observateur" !

Evidemment pas non plus en fonction de la personnalité dite spécifique de Goldman, à savoir le fait qu'il soit juif : l'accusé a joué sur ce facteur et son livre "Souvenirs obscurs d'un juif polonais né en France" visait entre autres à alimenter et à valoriser le thème de la martyrologie sémite : "Je suis né et mort le 22 juin 1944", "Mon enfance ne fut qu'une longue rêverie inerte qu'animera seulement le spectacle d'Auschwitz" !

Etre juif et accusé alors qu'on est innocent, cela rappelle bien sûr l'affaire Dreyfus. A la fin du 19e siècle, les différentes fractions capitalistes avaient largement utilisé cette affaire pour la défense du système par rapport à leurs intérêts particuliers. Sous le couvert d'humanisme, de défense de la Liberté et de la Dignité, de pro-sémitisme, les démocrates bourgeois (c'est-à-dire les "dreyfusards") cherchaient à aménager le système capitaliste contre les tenants du conservatisme. Ils désiraient surtout "démocratiser l'armée" et l'affaire Dreyfus fut une véritable aubaine pour mener leur campagne : comme le dit Rosa Luxembourg dans un texte de 1899, "Par leur action sur l'Etat-Major, ils voulaient guérir le militarisme de son abcès afin de le rendre capable de vivre". Parmi eux, se distinguèrent l'écrivain de "gauche" Emile Zola et le "socialiste" Jaurès qui, en dépit de son assassinat pour pacifisme, contribua à l'image de la majorité de la social-démocratie et de la IIe Internationale, à préparer le prolétariat à servir de chair à canon pour le Capital en 1914 !

A une échelle bien moindre, "l'affaire Goldman" a également servi le système : par leurs proclamations démocratiques, anti-fascistes, anti-racistes, etc..., les défenseurs de l'accusé ont mis en valeur des points de référence auxquels il est possible de se raccrocher et par là, ils ont masqué le processus de désagrégation de la société capitaliste. Pris au piège de sa recherche d'identité "spécifique", Goldman n'a pu qu'abonder en ce sens.

S'il était nécessaire de dénoncer en premier lieu toutes les mystifications qui se sont manifestées à propos de cette histoire, il faut en revenir maintenant à ce que nous voyons d'exemplaire en elle en tant que révolutionnaires.

Il s'agit donc de mettre l'accent sur la ressemblance entre le désespoir de Pierre Goldman et celui de beaucoup de jeunes militants de sa génération.

Déçu par les perspectives des U.E.C (Union des Etudiants Communistes) après avoir combattu les groupuscules fascisants de type "Occident" dans les années 60 à l'Université, déçu par les perspectives de Mai 68 et le jeu des groupes gauchistes, déçu par les perspectives des guérillas en Amérique du Sud après avoir participé à l'une d'entre elles au Vénézuela, n'ayant plus la force de chercher une véritable issue révolutionnaire, il s'est retrouvé seul brusquement et avec un trop plein de violence accumulée (violence qui n'était pas utilisable à l'époque en l'absence d'un mouvement de masse contre le capitalisme). Dans ces conditions, la logique du désespoir ne pouvait que le conduire à ce que fut la suite de son existence : le gangstérisme suicidaire.

L'histoire de Goldman nous concerne car elle est un avertissement pour tous ceux qui désespèrent de voir la fin du tunnel avec le prolétariat brisant définitivement le carcan des forces contre-révolutionnaires et détruisant le capitalisme.

Il n'y a pas de troisième voie entre la lutte sur des bases véritablement communistes et le pourrissement dans la décadence du système !

"Tous nos bons démocrates anti-fascistes se sont jetés sur les cadavres des juifs. Et depuis ils les agitent sous le nez du prolétariat. Pour lui faire sentir l'infamie du capitalisme ? Non, au contraire : pour lui faire apprécier par contraste, la vraie démocratie, le vrai progrès, le bien-être dont il jouit dans la société capitaliste ! Les horreurs de la mort capitaliste doivent faire oublier au prolétariat les horreurs de la vie capitaliste et le fait que les deux sont indissolublement liées !"
Auschwitz ou le Grand Alibi
(La Vieille Taupe - 1970)

Chine : Difficultes de la releve capitaliste

" La ville minière de Chi-Isi, province de Heilung Kiang, était occupée par des foules anti-maoïstes, fortes de 60.000 personnes, et armées de mitraillettes et de petits canons ; dans la foule, il y en avait beaucoup qui s'étaient évadés du travail forcé. Les troupes fidèles à Pékin leur ont donné combat. Le nombre de tués et blessés est inconnu.
Affiche à Pékin, le 21 mars 1967.

Depuis la prise du pouvoir par le P.C. en 1949, l'histoire de la Chine dite populaire a été marquée - au niveau économique - par la difficulté permanente à maintenir l'accumulation capitaliste minimale nécessaire à sa survie nationale. Politiquement, il en est découlé une série d'affrontements entre fractions capitalistes chinoises : "Cent fleurs", "Grand bond en avant", "Révolution Culturelle" (1), "Campagne anti-Confucius" (2), puis plus récemment, les changements qui ont suivi la mort du Chou En-laï, avec en particulier l'éviction de Teng Hsia-ping. Si ces révolutions de palais avaient pu jusqu'ici se réaliser avec un minimum de dégats (c'est à dire, dans la logique stalinienne, au prix de massacres suivis de campagnes de "rééducation") la situation parait, aujourd'hui, beaucoup plus embrouillée. Y-aurait-il quelque chose de pourri dans le royaume de Mao ! Pour le savoir, il faut chercher quels nouveaux éléments auraient pu intervenir dans la situation chinoise depuis quelques années.

Ces nouveaux éléments, ce sont d'une part la difficulté croissante de la classe dirigeante chinoise à contrôler efficacement la situation, économiquement et politiquement, d'autre part, le réveil du prolétariat chinois (3), que certains espéraient définitivement endormi par l'opium maoiste.

Les difficultés du Capital chinois ont leur source à la fois dans les conditions générales de crise du capitalisme mondial et dans l'absence d'une "direction politique de rechange" ayant la crédibilité de l'équipe maoiste. En effet, après la mort du Béria chinois, Chou En-Laï, la maladie de Mao, véritable embaumé vivant que l'on sort de son sarcophage pour les grandes occasions, telles les visites de son ami Kissinger, il est bien difficile de trouver les hommes possédant l'envergure nécessaire pour encadrer l'immense population chinoise ; et ceci d'autant plus que le mouvement social n'a cessé de se développer en Chine depuis les premiers remous déclanchés par la "Révolution Culturelle". C'est donc à la montée d'une équipe d'hommes forts, capables de remplacer, à chaque fois que cela sera nécessaire, les litanies du petit livre rouge par la répression ouverte, que l'on assiste.

Caractéristique est à ce propos la réapparition d'hommes comme le général Wang En-mao, violemment attaqué en 1966-67 par les gardes rouges auquels il opposa une force de répression qu'il avait mise sur pied : l'"armée de campagne du 1°aout". Encore plus, la chûte de Teng Hsiao-Ping et la rapide montée au pouvoir de Hua Kuo-feng. Ici, plus de "révolution culturelle" avec tous les risques de débordement que cela comporte. Le conflit s'est réglé à l'intérieur du comité central qui, d'après le "Quotidien du Peuple" du 17 février se trouvait "scindé en deux". Seule zone d'ombre dans cette révolution de palais : les "incidents" du lundi 5avril sur la place Tien-An-Men. Encore ceux-ci ne sont-ils pas sans servir la fraction au pouvoir :

- ils ont été le prétexte du limogeage de Teng, alors qu'il semble improbable qu'il ait joué un rôle dans leur déclarchement, lui vieux manoeuvrier disposant d'appuis importants dans l'armée,
- ils sont permis le renforcement de l'appareil de répression contre les "houligans" et autres éléments "associaux".

C'est dans cette même perspective que se place la nomination, comme premier ministre, de Hua Kuo-feng, homme d'ordre connu pour son total opportunisme politique.

Ce renforcement de la répression, cette crise politique, donnent aux prochains conflits qui pourraient se dérouler en Chine une importance considérable. Là comme ailleurs, ce n'est rien de moins que la révolution prolétarienne qui est à l'ordre du jour. Mais celle-ci ne peut être que contrecarée par la faiblesse du prolétariat chinois, numérique (importance de la paysannerie) et politique (confusion entretenue, plus que partout ailleurs, par l'abrutissement maoiste). C'est pourquoi toute tendance à l'autonomie prolétarienne, que ce soit au travers une lutte locale ou la constitution de groupes en rupture avec la contre-révolution doit y être saluée. C'est pourquoi nous publions, dans ce numéro de J.T., des extraits de la plate-forme du groupe "70s Front" consacrés à une analyse de la "Chine Populaire" et du rôle des révolutionnaires dans celle-ci. Ce groupe a été formé conjointement par des chinois de Hong Kong et des camarades obligés de fuir la Chine par la répression qui a suivit la soi-disant "Révolution Culturelle". Si nous avons des désaccords importants avec ces camarades (sur leurs illusions "auto-gestionnaires" et démocratiques, certaines ambiguités dans l'analyse du P.C. chinois qui n'est pas clairement dénoncé comme simple instrument politique de la contre-révolution,..), il est important de faire connaitre leurs positions définissant clairement le régime chinois comme capitaliste, tout comme d'entamer ainsi le débat, jusqu'ici presque inexistant entre révolutionnaires européens et asiatiques.

" NOTRE POSITION "

(...) En dernière analyse, la structure sociale chinoise sous le régime communiste est-elle du socialisme ? Ceci, plus que tout autre chose, réclame une analyse urgente.

D'abord l'aspect économique. Les chinois communistes sont aussi embourbés que partout ailleurs dans l'ornière du capitalisme... Sur les chinois communistes règne un système économique où les ressources du Capital ont été rationalisées, les marchés intérieurs placés sous le contrôle de l'Etat et où les risques de la spéculation privée se trouvent remplacés par ceux du secteur national. Mais nationaliser les ressources de la production a peu à voir avec leur socialisation, et à fortiori rien à voir avec la réalisation d'une économie socialiste ... En Chine, la nationalisation des ressources productives signifie simplement que l'Etat est devenu le capitaliste général ; et que ses pouvoirs de contrôle sont entièrement concentrés dans les mains d'une petite

clique de bureaucrates du parti. C'est ainsi que les bureaucrates du parti se sont métamorphosés en ce qu'ils ont appelé des "protecteurs" des ressources productives.

Tout comme avant, les ouvriers sont des travailleurs salariés, la population est pillée et réprimée. N'ayant pu éliminer le capitalisme, les communistes chinois ont poussé le système capitaliste à l'extrême ... Non seulement les salaires ne reflètent pas la valeur de la force de travail, mais ils sont bas comparés à ceux des autres pays capitalistes... Ce type de politique se reflète dans l'universalité des bas salaires et le manque de produits de consommation, ainsi que plus encore dans le flux de marchandise de la métropole vers Hong-Kong...

L'économie socialiste que nous cherchons :

1) n'est pas la nationalisation mais la socialisation des ressources productives. Dans les secteurs de contrôle de la production, toute responsabilité pour la coordination et le contrôle doit reposer sur des Comités Ouvriers, formés par des représentants choisis par les travailleurs. Comme pour la forme de production, le système de division du travail sera aboli, ce qui inclut la division entre travail industriel et agricole, entre travail intellectuel et physique, entre dirigeants et producteurs, et entre procès de production dissemblable, ceci assurant que chaque travailleur devient l'incarnation du pouvoir créatif ;

2) abolit le système du travail salarié ;

3) détermine la production sociale en fonction de la consommation des masses, et planifie une économie où le besoin détermine le revenu.

Concernant l'aspect politique de la Chine, le parti dirige tout, et le Parti Communiste Chinois a été influencé par la mauvaise herbe du Parti d'avant-garde léniniste, organisé à un haut niveau, en formation concentrée, fondée sur le principe du "centralisme démocratique". En théorie, la formulation de la politique prend la forme d'une discussion de style démocratique entre les membres bon teint du parti où leurs mandataires, pour être ensuite généralisée et utilisée. Et existerait-il une vue oppositionelle, à partir du moment où le sujet a été voté, il doit être absolument obéit à la majorité. Superficiellement, ceci apparait à la fois démocratique et collectif, mais les circonstances actuelles sont tout à fait à l'opposé. Dans ce cas, une ample démocratie ne signifie rien de plus que l'opportunité pour les participants à la réunion d'entendre des positions opposées. Mais cela ne signifie pas que tous les problèmes se trouveront ainsi résolus, car un correctif politique ne peut être mis en oeuvre que dans le creuset du système actuel. Sous le centralisme, les opinions minoritaires perdent toute chance d'être mises en oeuvre et testées, et naturellement, il ne peut être déterminé quelle est la juste voie. C'est pourquoi, quand des évènements révèlent que les décisions de la majorité et la politique en découlant ont été erronées, la population doit continuer à croire que c'était la seule voie... Et toutes les fois qu'ils (les partisans du centralisme démocratique) rencontrent des opposants de différentes opinions, ils les attaquent immédiatement comme "contre-révolutionnaires" ou "parti de conspirateurs" Sous le prétexte de la dictature du prolétariat, tout devient progressivement sujet à répression. Et ceci n'est pas seulement vrai pour les affaire extra-parti, mais tout autant à l'intérieur du parti - ainsi que cela est démontré par la ligne réactionnaire : " Pas de parti en dehors du parti, pas de fraction dans le parti "...

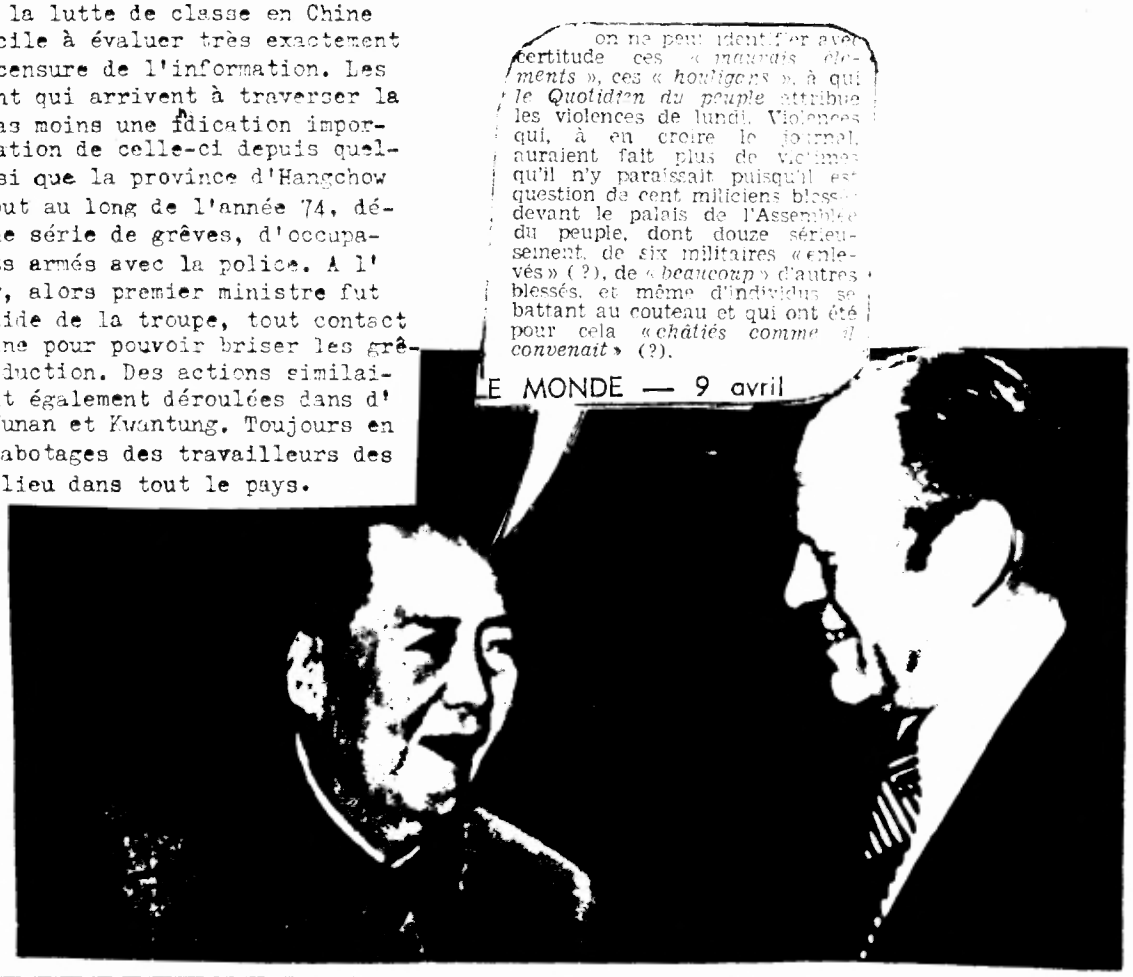
OU VA LA CHINE ?

En Chine, la véritable signification du socialisme a été altérée et corrompue. Une dictature cruelle, implacable, avec ses agents de sécurité, les concepts impersonnels de la sombre religion du "socialisme" ont rendu la population sombre et secrète. Juste quand tout espoir était perdu, la "Grande Révolution Culturelle" éclatat, dans une gerbe d'étincelles, pénétrant les ténèbres d'une lumière brillante, illuminant la voie en avant pour la Chine, à laquelle prenait part ces combattants socialistes qui, pour la cause de la vérité, ne voulaient pas subir, mais voulaient se battre, lutter, et finalement remporter la victoire. La "Grande Révolution Culturelle", commencée par une révolution de palais fut transformée en révolution authentique. Les masses ne voulaient plus jamais se faire duper, plus jamais se faire mener par le bout du nez pour abattre ceux désignés comme leurs soi-disant ennemis de classe... Par elles mêmes, elles organisèrent et contrôlèrent leurs entreprises, et elles découvrirent ceci sans les bureaucrates ni directives suprêmes, tout en maintenant et même en augmentant la production. Et elles découvrirent que leurs vies étaient plus pleines que n'importe quand auparavant, la brèche à l'intérieur de la population fermée. Afin de complètement détruire la structure bureaucratique, les "comités révolutionnaires", organisations révolutionnaires de masses apparurent. Ce mouvement de masse spontané était diamétralement opposé au socialisme religieux de Mao Tse Tung ; l'autorité du "pape" perdit beaucoup de ses charmes... Un par un, des groupes représentant l'avant-garde des masses, qui étaient parvenus à une conscience socialiste, commencèrent à émerger dans les rangs de l'ultra-gauche. Leur croissance annonçait la mort de la Pensée de Mao Tse-Tung. Les bureaucrates frappés de crainte se dépouillèrent de leurs masques, révélant leurs traits féroces, et mobilisèrent l'appareil d'Etat pour le tourner contre la population. Ensuite, l'armée fit usage de ses armes, et la génération révolutionnaire devint une génération de sacrifiés. La révolution est morte. Longue vie à la révolution ! Les corps ont pu disparait, mais l'idée restera forte face à la répression armée.

Les fractions ultra-gauche de la "Grande Révolution Culturelle" symbolisent l'aube de la révolution chinoise, mais nous devons souligner que, si d'un bout à l'autre ils s'opposèrent consciemment aux bureaucrates, et si d'un bout à l'autre ils luttèrent sincèrement pour le socialisme, cependant, vingt années de contrôle autoritaire ont forgé un caractère autoritaire à la grande majorité de la population. Il en découle que, même à l'intérieur des rangs de l'ultra-gauche, une quantité non négligeable de combattants anti-bureaucratiques se façonnent toujours eux-mêmes inconsciemment à l'image de leurs gouvernants. Ceci est la tragédie historique, l'héritage empoisonné de la dictature de Mao Tse-Tung - et cela deviendra un grand obstacle à la révolution qui vient. Pour contrer ce désastre, c'est précisemment sur cela que nous révolutionnaires en exil qui tiront avantage de notre relative liberté de contacts avec toutes les nouvelles orientations de la pensée révolutionnaire au travers du monde entier, devons appliquer notre énergie (...).

70s Front group (traduit de l'anglais)

(1) voir C. Reeve : La Chine, Tigre de papier (Spartacus) et S. Leys : Les habits neufs du président Mao (Champ Libre).
(2) "De Confucius à ... Jean Yanne !" in J.T. n° 2.
(3) Le niveau exact de la lutte de classe en Chine est bien entendu difficile à évaluer très exactement vu l'importance de la censure de l'information. Les relations d'affrontement qui arrivent à traverser la frontière n'en donne pas moins une indication importante sur l'intensification de celle-ci depuis quelques années. C'est ainsi que la province d'Hangchow a connu des troubles tout au long de l'année 74, débouchant en 1975 sur une série de grêves, d'occupations et d'affrontements armés avec la police. A l'époque, Teng Hsiao-Ping, alors premier ministre fut obligé de couper, à l'aide de la troupe, tout contact avec le reste de la Chine pour pouvoir briser les grêves et restaurer la production. Des actions similaires de la troupe se sont également déroulées dans d'autres régions, comme Hunan et Kwantung. Toujours en 75, des grêves et des sabotages des travailleurs des chemins de fer ont eu lieu dans tout le pays.


on ne peut identifier avec certitude ces « mauvais éléments », ces « houligans », à qui le Quotidien du peuple attribue les violences de lundi. Violences qui, à en croire le journal, auraient fait plus de victimes qu'il n'y paraissait puisqu'il est question de cent miliciens blessés devant le palais de l'Assemblée du peuple, dont douze sérieusement, de six militaires « enlevés » (?), de « beaucoup » d'autres blessés, et même d'individus se battant au couteau et qui ont été pour cela « châtiés comme il convenait » (?).
LE MONDE — 9 avril

Pour Correspondances, Echanges de Publications et Contacts, écrire à :

P.I.C.
LIBRAIRIE PARALLELES
47 rue St-Honoré
75001 - Paris -

Abonnement : 30 F (étranger 35 F)
Paiement au nom de : HARBI ; C.C.P. La Source 34.709.15

Directeur de la publication : A. Robic
Imprimeur : Ed. Syros, 9 rue Borromée, 75015 - Paris -
Dépot légal : 2° trimestre 1976
Commission paritaire des Publications et Agences de Presse N°57578

PORTUGAL :

LA DEMOCRATIE SANS LE "M.F.A", AVEC LA GAUCHE, CONTRE LE PROLETARIAT !

"Il faut que les choses soient claires : pour rétablir l'économie nationale, il nous faudra traverser au moins quatre années difficiles, quatre années de sacrifices"
Vasco Vieira de Almeida
(négociateur des prêts de la C.E.E au Portugal)

L'APPROFONDISSEMENT DE LA CRISE ECONOMIQUE :

Si le 25 novembre 1975 a permis au capital national portugais de reprendre en mains un appareil d'Etat fortement ébranlé par les dissensions et les surenchères entre les différentes fractions bourgeoises depuis avril 74 (cf. article : "Une répétition générale capitaliste ?" dans J.T n° 8), il n'a par contre rien réglé sur le plan des difficultés économiques.

En effet, toutes les tendances de la crise n'ont cessé de s'approfondir de cette date jusqu'à aujourd'hui. Les prix ont par exemple augmenté de plus de II % en deux mois (déc.75/jan.76). Le 6è gouvernement provisoire de Azevedo profitait alors le plus possible des conséquences de l'Etat de Siège (menaces vis-à-vis des formes d'expression du mécontentement comme les grèves et les manifestations !) pour accentuer la pression sur la classe ouvrière en récupérant par là-même ce qu'il avait dû céder auparavant. Au cours du Ier trimestre 76, le capital portugais fit le bilan de l'année écoulée et put mesurer les dimensions du gouffre qui continuait de s'ouvrir devant lui : le déficit de la balance commerciale pour 1975 dépassait 50 milliards d'escudos tandis que celui de la balance des paiements était de l'ordre de 20 milliards, sinon plus. Les réserves de devises furent épuisées et 20 % des 800 tonnes d'or de la banque du Portugal ont été déjà gagés pour garantir les multiples prêts financiers contractés auprès des Etats-Unis ou des pays européens (en particulier l'Allemagne). Il s'ensuivit un affaiblissement sérieux de la monnaie si bien qu'il est prévu une dévaluation de l'ordre de 25 % pour le début de cet été. A l'endettement croissant nécessaire pour dégager des investissements en vue de stimuler la production n'a correspondu aucune relance réelle. Ainsi le nombre des chômeurs est passé en un an de 220 000 à 368 000, soit plus de I2 % de la population active ! Ceci sans compter les anciens "colons" d'Angola dont une grande partie obligée de se prolétariser n'a pas trouvé le travail.

La première conséquence de cette situation est que la crainte du mouvement social revient hanter le capital national. En effet, le prolétariat n'a pas été écrasé avec le 25 novembre et même s'il est resté dans son ensemble sur la réserve depuis cette date (à part certains secteurs combatifs comme les mineurs du Nord et du Sud qui ont manifesté début avril à Lisbonne pour de meilleures conditions de travail), les atteintes répétées et accentuées à son niveau de vie peuvent lui faire retrouver d'un moment à l'autre le chemin d'une lutte générale dépassant celle de mai-juin 74. Face à cette menace, le capital utilise Jaime Neves et ses commandos d'Amadora comme force de répression contre les travailleurs les plus en pointe (les salariés agricoles de l'Alentejo qui poursuivent l'occupation des terres en ont ainsi fait l'expérience !), mais il sait qu'il ne pourrait pas courir le risque d'affronter un prolétariat en lutte générale qui ne serait pas complètement désarmé politiquement. Aussi dans la foulée anti-fasciste du 25 avril, il continue d'employer à fond - en même temps que la répression sélective et préventive - toute la gamme de son arsenal démocratique, et en particulier la mystification qui avait déjà fait ses preuves il y a un an : les élections ! Autant dans la conduite de la répression que dans la tenue des campagnes électorales, c'est toujours sa fraction de gauche qui sert le mieux le capital. Malgré une poussée importante de la droite due au mécontentement des secteurs archaïques (surtout dans le Nord) ou libéraux de l'économie nationale et alimentée par le retour des "colons" d'Angola, la carte de gauche reste donc actuellement à l'ordre du jour pour mystifier et réprimer le prolétariat. Comme nous l'avions annoncé en septembre 74 après l'échec de Spinola, la situation au Portugal préparait ce qui allait se passer dans toute l'Europe : aujourd'hui en Italie, en France, en Espagne, le capital a tiré les leçons et accélère les échéances pour ses équipes de relève à gauche !

L'INCERTITUDE :

En dépit de la confirmation du rôle nécessaire de la gauche au pouvoir et de la stabilité de l'Etat qui s'est réalisée avec le 25 novembre, le capital portugais ne peut pas vivre dans la certitude de la fin des convulsions sur le plan politique et de l'extinction des rivalités entre ses fractions. Même si le résultat des élections législatives a montré l'impossibilité d'une coalition de droite (P.P.D/C.D.S), il n'a pas pour

autant rendu viable une alternative de gauche unitaire et solide au gouvernement : en effet, le P.S tout en demeurant largement en tête a perdu 12 % de ses voix et il n'a pas pu atteindre le seuil de 42 % qui lui aurait permis d'avoir la majorité à l'Assemblée et de gouverner seul. Pourtant sans majorité suffisante à lui, le P.S semble s'obstiner à vouloir réaliser son programme électoral : c'est-à-dire assumer le pouvoir sans alliances avec aucun autre parti, simplement avec des personnalités "indépendantes" et militaires ! Il fait le calcul suivant qui pourrait rendre son obstination crédible : ne pas associer le P.C au gouvernement pour éviter de braquer la droite tout en ayant l'accord tacite du parti de Cunhal pour voter les projets de lois à l'Assemblée et permettre le fonctionnement démocratique. Encore une fois, ce que veut le P.S, c'est le statut-quo : préserver les "acquis du 25 avril" contre le P.P.D et le C.D.S et réduire au silence les surenchères du P.C ou les gauchistes. Jusque là mais pas plus loin, telle est sa doctrine ! Il faut surtout éviter la "fuite en avant" comme sous Gonçalvez et sous le Copcon de Carvalho.

Mais l'approfondissement de la crise avivant les nécessités de mesures draconiennes pour diriger l'économie nationale et imposer toujours plus de sacrifices aux travailleurs (cf. la citation en exergue de Vasco Vieira de Almeida au début de cet article), met d'ores et déjà sérieusement à l'épreuve ce "plan" du P.S :

— D'une part, toute mesure ne visant même pas à élargir mais simplement à renforcer l'orientation économique dans le sens du capitalisme d'Etat, se heurtera aux résistances farouches des secteurs archaïques ou libéraux. A ce sujet, l'opposition menée par les propriétaires terriens contre la réforme agraire qui réclamèrent la démission du ministre socialiste de l'agriculture, Lopès Cardoso, est amplement significative.

— D'autre part, faire accepter aux ouvriers de se serrer la ceinture encore d'un ou plusieurs crans, ne peut se concevoir sans la collaboration totale du P.C dont le score électoral marque la force de son implantation dans les régions industrielles (Lisbonne, Porto, Setubal) ou agricoles (Alentejo). Par là même, cela impliquerait certaines exigences de celui-ci et lui permettrait sans doute de revendiquer sa place au pouvoir.

Le P.S est donc pris dans un filet de contradictions, cependant il a des atouts : principalement son influence dans l'armée et dans "ce qu'il reste du M.F.A" au sein du "Conseil de la Révolution". Il peut jouer non seulement sur le "groupe des neuf" dont l'audience a cependant largement baissé à l'image de son leader Melo Antunès, mais aussi sur des militaires "plus modérés" comme Ramalho Eanès capables actuellement d'avoir un "consensus social" important "au-dessus des partis" tout en appuyant les orientations propres au P.S. En ce sens, les élections présidentielles qui se profilent risquent d'être décisives d'autant plus que la Constitution attribue des pouvoirs étendus au futur président de la république portugaise. Dernièrement, R.Eanès s'est porté candidat à la présidence soutenu par le P.S ainsi que par le P.P.D et le C.D.S ! Il a aussitôt déclaré qu'en cas de victoire, il prendrait Mario Soarès comme Ier ministre...

De toute façon, ces nouvelles élections serviront encore à la mystification du prolétariat car parmi les difficultés inhérentes à son fonctionnement en tant que système, le capital sait parfaitement que si les travailleurs échappent à l'intégration à la faveur de la crise, ils peuvent s'opposer radicalement à lui pour en finir avec l'exploitation en luttant sur leur terrain de classe c'est-à-dire en rejetant par exemple complètement le jeu électoral. Comme le disent les camarades du journal "Combate" (Rua da Atalaia 204-206 Lisboa) dans l'éditorial de leur numéro 40 (29/4 à 12/5/76) intitulé : "Elections — Quel espoir ?" :

"Malgré le terrain pré-déterminé des élections beaucoup de travailleurs, si ce n'est la majorité, iront voter mais simultanément ils continueront à développer les luttes dans leurs entreprises — les luttes des travailleurs continueront et ne tiendront pas compte de la campagne électorale (note).

Ce sont les deux mouvements contradictoires dans lesquels les travailleurs s'insèrent une fois intégrés dans la société capitaliste et cette contradiction se répète quotidiennement : d'une part, les travailleurs en lutte peuvent contribuer au renforcement du capitalisme (quand ils votent, quand ils craignent le "désordre social", quand ils développent des formes de contrôle économique qui ont pour objectif le bon fonctionnement capitaliste des entreprises, en améliorant la production, le processus de gestion, en empêchant les dépenses non rentables à l'entreprise, etc...), mais d'autre part dans la lutte qu'ils développent ils peuvent créer des formes d'organisation qui quoiqu'embryonnaires sont en opposition complète avec le capitalisme; quand ils prennent des décisions collectives en Assemblées Générales, quand ils élisent des éléments pour remplir des tâches concrètes et qu'ils contrôlent leurs agissements — ce qui est au fond la pratique de la démocratie ouvrière — ils sont sur le point de construire une société nouvelle. Cette pratique sociale qui n'a rien de commun avec une organisation sociale capitaliste, en se généralisant à travers l'élargissement d'elle-même (en dépassant le niveau de l'entreprise pour passer à l'échelon régional, national et international) imposera une société nouvelle qui aura obligatoirement une technologie différente, des unités de production totalement différentes et ne reposera pas sur la famille comme unité de reproduction et de répression" (note = Il y aura même des travailleurs qui n'iront pas voter. Parmi ceux-ci cependant il y en a peu qui proposent une alternative à l'appareil d'Etat. Ils ont plutôt une grande méfiance à l'égard de tous les partis existants et à l'égard de tous les éventuels députés. Malgré tout, ces travailleurs sont dans de meilleures conditions pour percevoir dans la pratique de la lutte, la démocratie directe).

L'HEURE DES BILANS ?

Les éditions "Spartacus"(R.Lefeuvre — 5 rue Ste-Croix-de-la-Bretonnerie — 75004 Paris) viennent de publier une brochure très intéressante intitulée "L'expérience portugaise — Les conséquences de la conception putschiste et militaire de la révolution sociale". L'auteur de cette brochure, C.Reeve, essaye de tirer les leçons du 25 novembre.

La critique qu'il fait des illusions entretenues par les groupes gauchistes sur le M.F.A, sur la possibilité de mener des luttes au sein de l'institution militaire, sur la conception d'un coup d'Etat pour s'emparer du pouvoir, sur la "révolution nationale", est parfaitement juste. De même, ses rappels historiques sur la Russie ou l'Espagne à propos des origines du putschisme et du militarisme dans le mouvement social, sont très utiles et mettent en évidence la vision totalement erronée de Lénine et de ses disciples sur le processus prolétarien (il aurait pu toutefois souligner que les thèses de Lénine étaient dans la continuité de celles de Blanqui pour mieux montrer le développement des conceptions jacobines dans le mouvement ouvrier à la suite de la révolution française dont il souligne par ailleurs l'influence sur les bolcheviks). Il est également tout à l'honneur de C.Reeve de ne pas tomber en contre-coup à sa critique, dans l'attitude anarchiste ou conseilliste qui tend à sous-estimer, voire à effacer, l'affrontement armé inévitable entre le prolétariat et l'Etat capitaliste au nom d'une conquête du pouvoir économique par la Grève Générale : "Ceci dit, il est clair que la question de l'affrontement physique avec la classe dominante, son Etat et ses forces répressives ne peut pas être escamotée car elle reste un moment important dans le processus révolutionnaire" (p. 27). Cependant, il se rapproche de cette attitude lorsqu'en citant un texte d'un groupe de travailleurs portugais émigrés sur "la question de l'organisation révolutionnaire" (Ediçoes "Contra a corrente" - même adresse que "Combate"), il approuve le fait que "l'affrontement politique...découlera du développement de l'action des organes autonomes de la classe au sein de la production". Or, il doit être clair que ne pas escamoter la phase politique, et plus particulièrement l'affrontement armé avec l'Etat capitaliste, c'est ne pas attendre sur la défensive et dans les lieux de production l'attaque de la bourgeoisie, mais prendre l'offensive pour détruire l'Etat, réaliser la dictature du prolétariat et chercher à étendre la révolution à l'échelle mondiale. Sinon, cela voudrait dire que les leçons de la Commune n'ont pas été tirées, en particulier sur la possibilité pour la bourgeoisie d'adopter une tactique de repli provisoire comme à Versailles c'est-à-dire ne pas chercher à s'opposer directement par la violence à un mouvement trop important mais attendre le pourrissement de la situation pour mieux contre-attaquer ! Par ce biais, nous abordons les aspects négatifs de cette brochure. Ils peuvent se classer en deux points :

1) d'abord l'assimilation du mouvement révolutionnaire à un "mouvement gauchiste" qui dépasserait les groupes gauchistes eux-mêmes et qui aurait une influence positive sur l'action du prolétariat :

"A travers ce texte il pourrait paraître que notre objectif principal est la critique du mouvement gauchiste. En fait, il n'en est rien ! Car s'il est facile de mettre en relief l'impuissance et les pratiques périmées des groupes gauchistes, léninistes et apparentés, le "mouvement gauchiste" lui-même dépasse ces organisations et pose de plus vastes problèmes. L'expérience portugaise a été, à cet égard, très importante" (p.27-28).

"Touchant des milliers de travailleurs, le gauchisme a été, au Portugal, un facteur déterminant du mouvement social. Il marque toute une gamme d'actions et d'attitudes, de formes d'organisation qui ont finalement caractérisé ce mouvement, et lui ont donné une puissance et une richesse différentes. Fait important et nouveau, le "gauchisme" portugais, beaucoup plus qu'une agitation de sectes, marginalisées, a été un mouvement réel dans les luttes, dont il était né" (p.28).

Au lieu de voir dans le "mouvement gauchiste", un simple piétinement "critique", manipulé ou non par les "groupes gauchistes", derrière les partis contre-révolutionnaires de gauche (que C.Reeve se contente d'appeller "réformistes" !) et une impasse qui même au soutien de ces mêmes partis, l'auteur le définit comme ceci : "Idéologie vague (sic), ce "gauchisme" est surtout une rupture avec les vieilles tactiques réformistes, une tentative de trouver de nouvelles réponses aux problèmes de la révolution" ! (p.28)

Le distinguo subtil établi entre"mouvement" et "groupes gauchistes" n'est en fait qu'une mystification supplémentaire qui tend à masquer les difficultés réelles que le prolétariat éprouve au niveau du contenu de son action pour briser le carcan de la contre-révolution mondiale. C.Reeve, comme d'ailleurs les camarades de "Combate", sont surtout préoccupés par les formes organisationnelles de l'action ouvrière à l'image des "Commissions de Travailleurs" ou des "Commissions de Locataires" qui révèlent certes la combativité du prolétariat mais ne sont pas une garantie de son aptitude à l'autonomie au niveau des objectifs. Comment expliquer sinon que ces "Commissions" se soient si vite bureaucratisées et que les travailleurs se soient aussi facilement laissés manipulés par les "groupes gauchistes" ? Les "Commissions" furent un balbutiement positif qui ne se développa pas en-dehors des lieux de production (à part quelques exemples comme la TAP ou la Lisnave en sept.74) ou d'habitation et qui en conséquence ne put que s'intégrer dans le "mouvement gauchiste" au niveau du but (= "Pouvoir Populaire"), avant d'être récupéré, manipulé ou tiraillé par tel ou tel groupe composant ce mouvement.

A la fin de la brochure, l'auteur se limite à nous ressortir ce que D.Cohn-Bendit (qu'il cite d'ailleurs à partir d'une interview à"Libération") avait déjà exposé en long, en large et en travers après Mai 68 dans son livre "Le Gauchisme, remède à la maladie sénile du communisme", c'est-à-dire...la confusion! Ainsi, comme l'ex-représentant du "Mouvement du 22 mars à son époque, C.Reeve regrette que :

"l'extrême-gauche portugaise, enchaînée à ses conceptions léninistes, au lieu d'oeuvrer à consolider et à développer les nouvelles formes d'organisation que le mouvement social s'était donné, avec ses nouveaux principes d'action et de fonctionnement, a tout fait pour ramener ce nouveau mouvement dans ses schémas traditionnels, le mettant à la remorque de l'institution militaire" (p.29).

2) ensuite, l'aspect par trop définitif du bilan de l'expérience prolétarienne au Portugal.

suite p. 23

BERLINGUER
VALET D'UN SEUL MAITRE :
LE CAPITAL ITALIEN !

"Tu es fou, mon fils. Pas avec ces gens-là ! Ce sont des bandits, des filous. Un Falconeri doit rester avec nous, du côté du roi."

Les yeux de Tancrède redevinrent malicieux.

"Le roi, bien sûr, mais lequel ?"

Le jeune homme retrouva cette expression sérieuse qui le rendait impénétrable et si cher à son oncle.

"Si nous n'y sommes pas, nous aussi, ils fabriqueront une république. Si nous voulons que tout continue, il faut d'abord que tout change. Est-ce clair ?"

Il embrassa son oncle, un peu ému.

"Au revoir et à bientôt. Je reviendrai avec le drapeau tricolore."

....

En descendant l'escalier, (le Prince Salina) comprit : "Si nous voulons que tout continue...Tancrède était un grand homme. Il l'avait toujours pensé".

Le Guépard de Guiseppe Tomasi di Lampedusa

I - LE MEILLEUR REPRESENTANT ET DEFENSEUR DU CAPITAL NATIONAL

A) Situation actuelle et bref rappel historique

I2 milliards de dollars de dettes extérieures,

I4 000 milliards de lires de déficit du budget de l'Etat,

I5 % de dévaluation de la lire,

I 200 000 chômeurs,

3 millions de sous-employés,

....

Ces quelques chiffres établis à la fin du Ier trimestre 76 et qui sont surtout significatifs des effets de l'inflation et de l'importance du chômage,indiquent la profondeur de la crise économique dans laquelle se débat depuis plusieurs années le capitalisme italien. Comme un malade bourré de médicaments, celui-ci ne se maintient que grâce à de multiples emprunts contractés auprès de la C.E.E ou à l'aide de prêts directs en provenance de l'Allemagne de l'ouest ou des Etats-Unis. Mais ces masses d'argent insufflées dans l'économie ne créent pas la demande, elles permettent juste aux entreprises les plus rentables d'obtenir un répit supplémentaire en assainissant leur budget et n'évitent pas la faillite pour les autres. A l'image du Portugal (cf. l'article dans ce même numéro), la véritable relance ne se produit pas. Si la crise mondiale permet actuellement aux pays capitalistes dominants (Etats-Unis, R.F.A, France,...) de "souffler" grâce à leur possession des marchés de pointe, la saturation prochaine de ceux-ci fera réapparaître les difficultés majeures pour eux comme en 74-75 et à ce moment-là le "robinet financier" en direction de l'Italie risque d'être fermé, ce qui pourrait bien entraîner définitivement l'économie de ce pays dans l'abîme.

Contrairement à l'Angleterre où la gestion travailliste en dépit de conditions économiques également "catastrophiques", a réussi depuis 74 (retour au pouvoir de Wilson et du "Labour" à la suite de la grève des mineurs) à assurer un certain équilibre politique, la crise en Italie secoue fortement les sphères gouvernementales. Le fait que les élections législatives soient avancées d'un an est suffisamment significatif à ce point de vue.

La conjonction des deux facteurs, économique et politique, rend aujourd'hui de plus en plus crucial les "solutions capitalistes" qui peuvent être apportées à la crise. Après le Portugal depuis 74 et l'Espagne depuis un an, l'Italie vient s'ajouter aux problèmes du système capitaliste en Europe. Là comme ailleurs, la relève par les équipes de gauche s'avère indispensable.

En effet, face aux revendications des travailleurs qui ne veulent pas payer les frais de la crise, les fractions traditionnelles du capital italien au pouvoir depuis la fin de la guerre - c'est-à-dire essentiellement la Démocratie-Chrétienne - se sont montrées totalement incapables de développer l'idéologie nécessaire pour dévoyer le mécontentement général du prolétariat. A l'époque de ce que les économistes appelaient le "miracle italien" (fin des années 50/début des années 60), le capital sur le plan politique souffrait certes d'une instabilité ministérielle chronique due au type de système constitutionnel propre à l'Italie (dépendance du pouvoir exécutif par rapport au pouvoir législatif comme sous la IVe république en France). Cependant, il pouvait puiser invariablement ses nouveaux représentants dans le corps d'une Démocratie-Chrétienne dont l'autorité civile forte de la "prospérité conjoncturelle" n'était pas contestée. Cela assurait une continuité gouvernementale. Tel un pacha, - ayant pris la suite de De Gaspéri -, Amintore Fanfani régnait sans partage sur ce parti du capital et tel le pape si proche au Vatican, il donnait sa bénédiction à toutes les combinaisons possibles et inimaginables d'anciens et de futurs ministrables à l'intérieur de la même famille. Tout reposait sur de savants dosages, avec quelquefois une petite "ouverture" au centre.

Avec les premières difficultés économi-

ques (1963), se mit en place la formule de la majorité de "centre gauche" c'est-à-dire l'appui de la Démocratie-Chrétienne sur les sociaux-démocrates, les républicains et les socialistes. Cette formule ne parvint pas à enrayer une instabilité qui n'était plus simplement ministérielle mais gouvernementale avec l'usure du crédit dont disposait la Démocratie-Chrétienne dans le pays. Face à cela, le capital commença à envisager lentement mais sûrement la collaboration du Parti "communiste" italien. L'ancien secrétaire général de ce Parti, Togliatti (le Thorez de la Péninsule !), mort en 1964, avait déjà fait entrevoir l'utilité de ses services pour le plus grand bien de l'économie nationale.

Ce que les journalistes appelèrent "l'automne chaud" ou le "Mai rampant" italien, c'est-à-dire en fait les grandes grèves qui se déroulèrent fin 69, acheva de déconsidérer la succession des divers gouvernements de "centre-gauche". On put croire que l'heure de la participation du P.C.I au pouvoir avait sonné. En effet, les capitalistes furent effrayés non seulement par la durée et l'ampleur des grèves, la combativité des travailleurs, mais surtout par le degré de conscience et d'organisation atteint spontanément dans leurs luttes par ces derniers. Avec la faillite des syndicats qui voulaient modérer les revendications en cautionnant par exemple un renouvellement des contrats de travail sans tenir compte des effets de la crise (cette faillite entraînera l'apparition des "Comités Unitaires de Base" comme organisations ouvrières de lutte !), et avec l'incapacité totale des politiciens à offrir une autre image que celle d'une république axée sur la valse des cabinets, l'Etat italien se trouva désarmé. Dans la panique du moment, il n'envisagea pas concrètement la collaboration des "communistes".

Alors, ne pouvant songer à affronter de face par une répression généralisée un prolétariat conscient et organisé de façon autonome, il employa l'arme du terrorisme et donc du massacre sélectif. Ce furent les bombes de la Piazza Fontana à Milan en décembre 69 ! Les épouvantails du fascisme et de l'anarchisme servirent à dévoyer le mouvement de masse grâce aux thèmes de l'indispensable rétablissement de l'ordre, du renforcement de l'Etat "démocratique" face aux extrémismes de droite ou de gauche. L'inculpation de l'anarchiste Valpreda comme participant à l'attentat alors que son innocence ne faisait aucun doute, alimenta une campagne antifasciste que vint encore intensifier le regain d'activités du M.S.I (Mouvement Social Italien de G.Almirante) présenté comme le continuateur du fascisme de Mussolini. Cette campagne animée principalement par les groupes gauchistes compléta le dévoyement du mouvement de masse hors de son terrain de lutte contre le capital. Garantissant la légitimité républicaine et parlementaire contre les pseudo-menaces de coup d'Etat militaire ou fasciste qui se succédèrent au début des années 70 et n'ayant plus à affronter les travailleurs de façon directe, la Démocratie-Chrétienne et ses acolytes bénéficièrent d'un répit et repoussèrent encore l'idée d'associer le P.C.I à quoi que ce soit. Mais le répit fut de courte durée et l'utilisation à nouveau du terrorisme (bombes dans les cortèges ouvriers, assassinat de l'éditeur gauchiste Feltrinelli,...) perdit peu à peu de son efficacité.

B) La "solution" P.C.I

Avec l'enfoncement de plus en plus accru dans la crise à partir de 74, il apparut cette fois clairement au capital national que la comédie du "centre-gauche" avait fait long feu et que la Démocratie-Chrétienne et ses associés ne pouvaient plus, seuls, le représenter et assumer sa défense. A plus ou moins long terme, il fallait sérieusement envisager l'arrivée au pouvoir du P.C.I.

Ce dernier s'efforça de donner le maximum de garanties sur sa nature "nationale et démocratique". Il travailla sans relâche à améliorer son image de marque : responsabilité à l'intérieur du pays, indépendance vis-à-vis de l'extérieur. A ce sujet, le P.C.I (comme le P.C espagnol de Carrillo, ce qui est révélateur des besoins du capital face à la menace prolétarienne) ne manqua pas une occasion de prendre ses distances vis-à-vis de l'U.R.S.S de la façon la plus spectaculaire à la suite de l'affaire tchécoslovaque. Il condamna également les agissements du Parti de Cunhal au Portugal lors de la période gonçalviste et surtout après les évènements du 11 mars 75 qui virent l'interdiction du parti démocrate-chrétien de ce pays. Vis-à-vis de la "construction de l'Europe politique", il prit une position en pointe en appuyant l'idée de l'élection du "Parlement européen" au suffrage universel, ce qui le plaça sur la même ligne que les socialistes français par exemple.

De plus, dès la fin de 1973, tirant comme par hasard les leçons de l'expérience chilienne, son secrétaire général E.Berlinguer forgea la formule qui devait inaugurer la voie du P.C.I au pouvoir en remplaçant celle du "centre-gauche". "Le compromis historique" était né, du moins en théorie. Il ne s'agissait pas d'éliminer la Démocratie-Chrétienne et d'établir un gouvernement de "gauche". Non ! Il fallait constituer une majorité comprenant "les forces catholiques, socialistes et communistes" qui permettrait de déboucher sur un gouvernement "d'unité nationale". Au passage, il faut souligner que le P.C.I après l'élimination de A.Bordiga, a été coutumier dans l'histoire de formules particulièrement "chocs" : du "bloc historique" de Gramsci qui lorgnait vers les classes moyennes et que l'on encense aujourd'hui (particulièrement les gauchistes avec M.A. Macchiochi - cf. "Pour Gramsci" aux éditions du Seuil) jusqu'au "Front national avec les fascistes" en 1936 (cf. à ce propos, les extraits de la revue néo-stalinienne "Que faire" sur "les tournants du P.C.I" dans J.T n°9) !

Dans la pratique, le "compromis historique" se réalisa dans certaines municipalités où démocrates-chrétiens et "communistes" assurèrent côte-à-côte la gestion civile mais à l'échelle nationale, il buta sur l'intransigeance des instances dirigeantes de la Démocratie-Chrétienne qui persistèrent à repousser la "main tendue" du P.C.I et s'accrochèrent au pouvoir.

Pourtant les élections régionales, provinciales et municipales du 15 juin 75 confirmèrent l'élargissement de l'audience de ce dernier. En effet, le P.C.I (33,4 %) s'approcha du score électoral de la Démocratie-Chrétienne (38 %), augmentant par là même considérablement ses propres résultats précédents. Ainsi 5 grandes capitales régionales (Naples, Turin, Florence, Bologne, Aoste) eurent un maire "communiste" !

Fort de son implantation dans les masses (I 700 000 membres), de ses résultats et potentialités électoraux, possédant des notables en nombre, ayant l'aval d'industriels comme Agnelli - le P.D.G de Fiat -, le P.C.I se mit alors à donner des leçons à la Démocratie-Chrétienne pour mieux gérer l'économie nationale tout en attendant tranquillement les échéances électorales suivantes qui étaient fixées à juin 1977 (législatives).

Mais en janvier 76, la sortie du Parti socialiste du gouvernement qui se prononça ensuite à son Congrès (mars), sous la conduite de son secrétaire De Martino, pour une alternative de "gauche" c'est-à-dire un pouvoir excluant la Démocratie-Chrétienne, précipita les choses. De plus en plus minoritaires, les forces de droite et du centre ne purent faire face à la situation d'autant que la crise économique continuait de se manifester avec intensité (sans parler des scandales du type de l'affaire Lockheed qui touchaient des personnalités appartenant à ces forces). L'assemblée fut donc dissoute et les élections législatives anticipées.

Aussitôt le P.C.I étala sa "responsabilité" par la bouche de Berlinguer qui déclarait le II avril 76 : "il faut se préoccuper des intérêts généraux du pays, avant les intérêts du parti. On ne peut pas laisser l'Italie, la lire et toute l'économie aller à la dérive pendant deux mois. Il faut donc modifier la loi et réduire le temps de bataille électorale. Il faut appliquer immédiatement les mesures économiques les plus urgentes". Dans la foulée, il proposa la constitution d'un gouvernement "d'unité nationale" quels que soient les résultats à l'issue des élections. Il s'efforça de présenter sur ses listes un maximum de personnalités "indépendantes" : que ce soit des intellectuels d'origine chrétienne ou des éléments comme A. Spinelli, vice-président de la commission exécutive de la C.E.E ! Ce dernier expliquant sa candidature, parlait du P.C.I en ces termes : "Le P.C.I s'est convaincu qu'il n'y a pas de reconstruction économique possible si l'Italie n'est pas intégrée à l'Europe. Le cadre de la communauté est le seul à permettre cette Europe "ni soviétique, ni américaine" dont a parlé souvent Berlinguer. Le P.C.I d'autre part, a révisé beaucoup de ses concepts et désacralisé son histoire. Il a été un parti antidémocratique. Puis dans l'histoire italienne récente, il s'est battu pour la démocratie et la liberté. La "force corruptrice de la liberté" est grande, en effet, et le parti communiste a été amené à penser son action en termes de participation démocratique" ("Le Monde" du 18/5/76).

Il se trouvera toujours des fractions archaïques du capital pour refuser l'évidence, à l'image de l'épiscopat qui menace d'excommunier les intellectuels catholiques se présentant sur les listes du P.C.I ou bien à celle de "l'aile droite" de la Démocratie-Chrétienne qui, avec A.Fanfani fait toujours pression sur le secrétaire Zaccagnini pour l'empêcher de "rénover" le parti en acceptant l'alliance avec Berlinguer, mais le capital national dans son ensemble est désormais conscient que le P.C.I est et sera son meilleur représentant et défenseur. N'envisage-t-il pas comme mesure draconienne face à la crise économique d'instaurer des tickets de rationnement ! C'est clair : les travailleurs devront faire les sacrifices nécessaires pour sauver l'économie nationale.

Cependant, le P.C.I sait qu'il a affaire à un prolétariat qui, avec celui d'Espagne, est des plus redoutables et c'est pour cela qu'il ne voudrait pas gérer la crise seul ou simplement avec les socialistes. Dans le cadre d'un gouvernement de "salut national", les mesures anti-ouvrières pourraient être plus facilement expliquées (y compris évidemment en en faisant endosser la responsabilité par la seule Démocratie-Chrétienne) et le P.C.I ne courrait pas le risque de voir sa crédibilité s'effriter rapidement.

Pour conclure la première partie de cet article, il nous faut dire quelques mots sur le livre de Censor (le situationniste Gianfranco Sanguinetti) intitulé "Véridique rapport sur les dernières chances de sauver le capitalisme en Italie". Si l'analyse sur le P.C.I comme ultime rempart du capital y est globalement juste, par contre les perspectives révolutionnaires restent dans le domaine de la profession de foi et du volontarisme propre à Debord et à ce que fut l'I.S. En bref, ce livre est un brillant exercice de style (voulu comme tel pour tromper la bourgeoisie italienne sur sa véritable origine; cf. également l'usage du pseudonyme "Censor" !), rien de plus, rien de moins.

II - UN DES PROLETARIATS LES PLUS "AVANCES" D'EUROPE

A) Des luttes déjà "historiques"

Le mouvement prolétarien qui se développa durant l'automne 69 en Italie, principalement dans les grands centres industriels du Nord (Turin, Milan, Gênes...), dépassa largement le Mai français au niveau tant du contenu que des formes de luttes. En Europe occidentale, les ouvriers italiens apparurent donc aux avant-postes de l'affrontement avec le capital. Jusqu'à présent, seuls leurs frères de classe espagnols à partir des grèves de 71 (ex : la Seat à Barcelone) menèrent un combat radical sur une échelle aussi vaste et de façon aussi durable.

Tout en restant sur le terrain économique, les revendications ouvrières prirent un aspect "maximal" qui les opposa immédiatement aux traditions syndicales de la lutte réformiste. Ainsi, refusant la hiérarchie dans la rémunération établie avec le système des primes ou des grilles de salaires, les travailleurs imposèrent des augmentations égales pour tous. De même, ils rejettèrent le travail aux pièces et amorcèrent une critique de la notion de "qualification". Sur le plan des conditions de travail dans l'entreprise, ils instaurèrent d'eux-mêmes des rythmes de production moins rapides et s'efforcèrent de réduire les horaires de travail.

Tout ceci fut évidemment récupéré par la suite : autant par le biais de l'inflation, les augmentations acquises que par l'idéologie autogestionnaire, toutes les mesures visant à l'aménagement des conditions de travail. Cependant, le contenu de ces revendications occasionna à l'époque un dépassement des objectifs syndicaux traditionnels et ce furent la gauche et les gauchistes qui assumèrent l'essentiel de la récupération en empêchant le prolétariat de dépasser le terrain économique (par exemple en déviant les velléités politiques dans l'anti-fascisme ou vers les élections !). Le mouvement du capital se servit donc du contenu des revendica-

tions dans le sens d'une restructuration des rapports sociaux et intégra par là même les nouvelles formes de luttes qui avaient surgi en correspondance avec les revendications.

C'est justement sur le plan des organes de luttes élaborés par les travailleurs eux-mêmes que l'automne 69 en Italie demeure le plus intéressant. Nés spontanément pour répondre aux nécessités des luttes et s'opposant d'entrée aux syndicats, apparurent les "Comités Unitaires de Base". Ils se définissent ainsi aujourd'hui : "Le C.U.B apparaît dans la lutte; il est un organisme de masse qui possède son autonomie propre, tant au niveau de sa ligne que de son organisation, et qui est formé de tous les travailleurs se reconnaissant, d'abord de manière spontanée et ensuite à un degré toujours plus grand de conscience, dans une ligne clairement exprimée de défense des intérêts de classe à l'intérieur et à l'extérieur de l'usine, et dans une fonction anticapitaliste et anti-collaborationniste. Le C.U.B n'est pas organisé de manière bureaucratique , mais comme organe autonome il possède la plus large articulation; il dirige son activité selon des formes diversifiées : assemblées, tracts, réunions du soir. Pour appartenir au C.U.B, les inscriptions ne sont pas nécessaires : il suffit de participer et d'apporter sa propre contribution à la défense des intérêts des travailleurs. Les tâches du C.U.B sont donc la discussion, l'agitation et la propagande de toutes les questions qui, naissant de la lutte en usine, peuvent contribuer à élever la conscience de classe des travailleurs, en sorte que le patrimoine d'unité et d'expérience mûri dans les luttes ne soit pas perdu mais s'accroisse continuellement... Le C.U.B, en tant qu'organisme démocratique de masse, doté d'une autonomie propre, ne veut pas supplanter le Conseil d'Usine. Mais ce dernier doit en revanche se définir toujours plus comme défenseur des intérêts fondamentaux des travailleurs, et abandonner son actuel collaborationnisme...C'est pour cela qu'il est important de souligner qu'il n'y a pas incompatibilité entre le C.U.B et le Conseil d'usine...Dans les confrontations des syndicats, le C.U.B veut maintenir l'autonomie de sa ligne parce qu'il est convaincu de la nécessité de dénoncer aux travailleurs tout ce que ne font pas les syndicats, toutes leurs faiblesses, pour les mettre ainsi devant leurs responsabilités et aussi pour développer tous ces discours véritablement de classe que désormais les syndicats ont renoncé à tenir..." (tract : "Qui nous sommes et ce que nous voulons" du C.U.B de I.F Breda, cité par Grisoni et Portelli dans leur livre "Luttes ouvrières en Italie de 1960 à 1976", éd. Aubier-Montaigne). On peut mesurer les conséquences du maintien d'une organisation de masse de façon permanente en-dehors d'une lutte : même en se définissant anticapitaliste et en opposition aux syndicats, la fonction de cette organisation ne sort pas du cadre du système; en fait, elle joue le rôle sur le plan économique d'un organe de pression et de surenchère vis-à-vis des organes traditionnels : on peut appeller cela un syndicat "rouge" ! Cependant, ces critiques n'enlèvent rien au fait qu'à leur apparition et durant les luttes, essentiellement celles de 69, les C.U.B ont marqué un pas en avant dans le sens de l'autonomie de la classe ouvrière autant au niveau conscience qu'organisationnel. Mais la forme la plus importante dans le sens de l'autonomie fut celle de "l'Assemblée Générale" : ainsi, à la Fiat, les assemblées ouvrières eurent un rôle considérable; toutes les discussions, les élaborations de mots d'ordre et de revendications, les prises de décision, se faisaient en leur sein. Les délégués qui parlaient en leur nom étaient élus et révocables à tout moment par elles-mêmes.

Il faut souligner également qu'au cours de l'automne 69, les luttes ouvrières commencèrent à se développer en-dehors de l'usine; en effet, il y eut de nombreuses actions sur les problèmes des transports et des logements (ces actions prendront une ampleur significative au cours de l'année 74). Principalement à propos des logements, les travailleurs s'organisèrent en "comités de quartiers", de "blocs d'habitations", et chaque fois, comme dans l'usine, les décisions se prenaient dans des Assemblées Générales.

B) Perspectives des luttes depuis 2 ans

Le capitalisme fortement ébranlé tira vite les leçons de l'affrontement sur le plan social : il s'efforça de rénover et d'unifier les syndicats tout en intégrant avec l'aide des gauchistes - comme nous l'avons dit déjà précédemment - les nouvelles organisations. Ainsi durant les années 70-74, les syndicats se démenèrent pour mener des luttes sur les réformes et sur le renouvellement des contrats nationaux. Globalement, les ouvriers suivirent et les organisations extra-syndicales, en faisant de la surenchère sur le plan strictement économique, servirent de rabatteurs du prolétariat pour les perspectives de la gauche du capital c'est-à-dire pour la rationnalisation du système. Comme conséquence directe de l'automne 69, pour mieux faire face aux menaces de débordement, s'engagea en 70 un processus de fédéralisation qui aurait dû aboutir à un syndicat unique en 73. Du fait des pressions contradictoires des diverses fractions politiques du capital (tournant à "droite" lors des élections législatives anticipées de mai 72), ce processus ne donna qu'un simple "pacte fédératif" en juillet 72 entre les 3 grandes centrales syndicales italiennes C.G.I.L, C.I.S.L, U.I.L. L'unité organique n'était pas réalisé mais un organe commun pour assurer une liaison permanente fut mis en place.

Avec l'approfondissement de la crise à partir de 73 et malgré la mystification électorale avec le référendum de mai 74 sur le divorce qui vit la victoire du "Non" avec 60 % des voix, autrement dit celle de la gauche, le prolétariat retrouva le chemin des luttes dures et générales, et allait mettre une nouvelle fois à l'épreuve le carcan syndical.

C'est d'abord en-dehors de l'usine que commença la radicalisation en 74. Ainsi, à San-Basilio dans la périphérie de Rome, l'occupation d'un groupe d'immeubles de type H.L.M est réalisée par un millier de personnes (familles ouvrières) qui n'avaient pas de logements alors qu'on les leur promettait depuis 72. Cette occupation n'aurait pu être qu'un exemple de plus parmi les multiples actions sur le problème des logements poursuivies après 69. Cependant la réquisition par la force du groupe d'immeubles entraîna des affrontements extrêmements violents entre la police et les ouvriers : il y eut un mort et de nombreux blessés ! Cela contribua à relancer le mouvement d'ensemble des occupations et le

P.C.I s'empressa de condamner l'aventurisme des gauchistes qui s'efforçaient d'encadrer ce mouvement : en fait, il visait au-delà des gauchistes l'utilisation de la violence par les ouvriers pour riposter à la répression de l'Etat.

D'autre part, la hausse considérable (20 à 50 %) des tarifs pour les transports publics suivie de ceux pour le gaz, l'électricité, le chauffage (par exemple les prix de l'électricité domestique augmentèrent de 70 %) déboucha à partir de septembre 74 sur un mouvement d'auto-réduction de ces tarifs qui dura jusqu'en décembre. Dans les grands centres industriels, les ouvriers s'organisèrent pour payer les abonnements à l'ancien prix ou bien à 50 % du nouveau. Au bout de 2 mois, les conseils régionaux renoncèrent aux hausses initiales mais pour l'électricité, il fallut 4 mois (accord du 20 déc.). Même si globalement, les syndicats réussirent à encadrer facilement ce mouvement, il faut souligner que les ouvriers prirent d'emblée l'offensive et passèrent à l'action sans rien attendre d'hypothétiques négociations. De plus, dans les quartiers, il n'y eut pas de place pour les partis politiques ou pour leur médiation.

La radicalisation se développa ensuite à l'intérieur des usines. La cause directe en fut la crise dans l'industrie automobile (Fiat) qui mettait en question l'emploi de 65 000 ouvriers. Mis au chômage technique, ceux-ci entamèrent des grèves avec occupations en oct/nov.74. Les syndicats brisèrent la combativité en négociant un accord de co-gestion de la crise avec Agnelli et la direction (cf. la coupure de presse dans J.T n°4) : il y eut une fermeture temporaire des usines et tous les ouvriers partirent en vacances forcées du 23 déc.74 au I3 jan. 75.

Durant tout le printemps 75, pour faire face à la fermeture de centaines de petites usines (textile et métallo-mécanique), les ouvriers développèrent les occupations : ainsi à Milan, il y en avait une cinquantaine. Le P.C.I et la C.G.I.L s'opposèrent à ces actions sauf dans le cas d'une "mauvaise gestion" trop évidente du patron ! Au début de l'été, une tentative de coordination anti-syndicale des petites usines occupées eut lieu à Milan. Une assemblée ouvrière mit à la porte les syndicalistes et organisa une manifestation dans la ville. Mais ce mouvement fut récupéré par les "Conseils d'usines" contrôlés par les gauchistes. En mai, à Naples où le chômage atteignait des proportions considérables (I25 000 personnes soit I/4 de la population active), les manifestations se terminèrent en affrontements et l'occupation de la mairie entraîna I mort.

Ainsi, malgré la nouvelle mystification que constituèrent les élections régionales de juin au cours desquelles le PCI fit sa "grande percée", les luttes ouvrières ne cessèrent jamais !

En août 75, ce fut la grève générale des cheminots qui vit une certaine renaissance des "Comités Unitaires de Base". Le gouvernement décréta la militarisation de ce secteur et fit donner les forces de l'ordre : la répression a été très violente.

Jusqu'à aujourd'hui se poursuivirent ces différentes formes de luttes : occupations d'usines et de maisons, auto-réduction, grèves et manifestations. Parallèlement à cela, une recrudescence du terrorisme apparut et elle permit aux syndicats et aux gauchistes de mettre en place des "comités de vigilance" et des "rondes ouvrières" destinés à surveiller les usines jour et nuit et à faire échec aux actes de sabotage. L'encadrement du prolétariat put donc se raffermir dans la mesure où celui-ci n'arrivait pas à dépasser le terrain économique.

Les élections législatives anticipées permettront sans doute encore de dévoyer les travailleurs de leur terrain de classe mais elles n'arrêteront pas la combativité revendicative de ceux-ci d'autant plus qu'au mois d'avril 76, la hausse des prix à la consommation a été de 3 % c'est-à-dire la plus élevée enregistrée depuis un an. Le P.C.I qui recommande de modérer les augmentations de salaire évitera sans doute de parler de cela pendant sa campagne électorale.

Dans un prochain article sur l'Italie, nous analyserons les conséquences politiques des élections législatives et nous examinerons le rôle des diverses organisations gauchistes. Enfin, nous parlerons des potentialités de groupes révolutionnaires et pour cela nous ferons une critique du courant bordiguiste.

Les camarades du "Centre Communiste de Recherche sur l'Autonomie Prolétarienne" (adresse : Marco Maiolani - CP 4046 - 20 I00 Milan) nous ont fait parvenir des notes intéressantes sur les luttes ouvrières. Nous tenons à les en remercier publiquement d'autant que ce genre d'échanges internationaux n'existe pratiquemment pas (en-dehors également de "Combate") à cause de l'élitisme et du sectarisme de la plupart des groupes.

Bien que nous ne soyons pas d'accord avec plusieurs points dans la vision d'ensemble de ces camarades, nous signalons que certaines de leurs analyses sont disponibles en français dans le bulletin du G.L.A.T "Lutte de classe" (Renée Lemy - BP 620 09 - 7524I Paris cedex 09) : cf. numéros de sept/oct., nov. et déc. 75, traductions du bulletin du C.C.R.A.P "Collegamenti".

SUITE DE LA PAGE 16

Mais le développement du Capitalisme avec pour conséquence l'augmentation numérique rapide de la classe ouvrière, et la "reproduction naturelle" de celle-ci entraîna une diminution du lien organique et familial avec la paysannerie.

A cette séparation, qui se transformera souvent en opposition, s'ajouta le développement de la conscience de classe du prolétariat, de sa compréhension grandissante de ses intérêts propres et de son antagonisme irréductible au Capital. Cette conscience de classe naissante allait rapidement contribuer à éclairer sous un jour nouveau le problème, en le débarassant du poids du passé et des confusions qui l'entachaient.

Dans la suite de cet article, à paraître dans J.T. N°11, nous rappelerons quelle fut, dans le passé l'attitude du mouvement ouvrier vis à vis du problème paysan, insistant sur quelques situations où le problème se posa dans la pratique. Nous concluerons en discutant ce que doit être, aujourd'hui, la tactique communiste dans cette question.

Les Paysans Face A La Revolution Communiste (2)

Dans la première partie de cet article (cf. J.T. n° 9), nous avons rapidement défini les différentes classes paysannes, essayé de montrer leur rôle historique et leurs rapports avec le capital.

Il nous reste à définir en quoi il y a un problème paysan, en quels termes il se pose et de quelle manière la Révolution Communiste devra l'aborder.

LES TERMES DU PROBLEME PAYSAN

Nous avons déja mis en évidence (J.T. n° 9) l'importance, pour le cours de la révolution prolétarienne, de l'attitude des autres classes de la société à son égard et ce que l'on pouvait attendre des classes moyennes - c'est à dire rien !

Par ailleurs, la position non directement productive, parasitaire, qu'elles occupent dans les rapports de production n'appelle pas une tactique particulière du prolétariat vis à vis d'elles.

Par contre, la place vitale qu'occupe l'agriculture, en tant que secteur économique nécessaire à la survie de toute société, impose une réflexion et une attitude différente envers les classes qui lui sont liées.

A vrai dire, seulement envers certaines de ces classes car, ainsi que nous l'avons déja souligné, la paysannerie (que nous avons difinie comme l'ensemble des couches qui vivent et travaillent dans l'agriculture) est particulièrement hétérogène.

C'est donc bien à partir des positions respectives de ces différentes classes que se définit l'attitude de la classe ouvrière à leur égard :

a- en ce qui concerne les "capitalistes agricoles" et les grands propriétaires terriens, elle est simple : expropriation immédiate et liquidation en tant que classe.

Ici il faut insister sur le fait que cette expropriation sera l'oeuvre du prolétariat dans son ensemble et non pas celle des seuls ouvriers agricoles; et encore moins, naturellement, celle des petits propriétaires qui tenteraient de s'emparer des terres ainsi libérées.

b- les salariés agricoles :

Séparés des moyens de production, travaillant de manière associative, producteurs de plus-value, vendant leur force de travail au même titre que le prolétariat industriel, leur objectif ne peut donc être que le même : la destruction du Capital !

C'est pourquoi ils siègeront aux côtés des ouvriers d'industrie dans les Conseils Ouvriers. Mais comme nous l'avons déja souligné, la collectivisation des grandes entreprises agricoles fonctionnant sur le schéma-type de l'entreprise capitaliste, et leur transformation en outil au service du communisme se fera sous la conduite du prolétariat dans son ensemble. C'est à dire qu'il n'y aura pas prise en mains, "autogestion", (pas plus que dans les zones industrielles d'ailleurs) de chaque entreprise par ses salariés, mais la collectivisation sera l'oeuvre du Soviet de la zone considérée.

Cette intégration rapide du prolétariat industriel et agricole (de la "ville et des champs") sera d'autant plus rapidement nécessaire que ce dernier ne représente, du moins en ce qui concerne l'Europe Occidentale, qu'une proportion relativement faible de la population agricole. En France, par exemple, on ne compte que 350.000 salariés agricoles (dont plus de 100.000 à temps partiel), sur une population agricole totale active de deux millions de personnes .

Un autre obstacle risque de surgir également du fait de la répartition géographique de ce prolétariat agricole. La majorité de ces salariés se trouvent en effet concentrés dans certaines zones géographiques de grande culture et si prendre le pouvoir et s'emparer des moyens de production n'y posera vraissemblablement que peu de problèmes, en revanche dans les zones à faible densité de petites et moyennes exploitations la faible proportion de salariés agricoles risque de leur interdire de s'imposer militairement si cela est nécessaire.

De plus, il ne faut pas négliger le fait qu'une part encore importante de salariés, "journaliers", etc... employés sur ce type d'exploitation forme le plus souvent une population âgée, isolée, souvent intégrée à la famille de l'exploitant et par là même quasiment irrécupérable pour la cause révolutionnaire.

En ce qui concerne les pays où le capitalisme d'Etat s'est implanté le plus profondément (Europe de l'Est principalement) on pourrait penser que la quasi-inéxistance de la propriété privée des terres, ou du moins de leur production, simplifiera et accélérera d'autant la solution du problème paysan. Mais on ne peut oublier que c'est une "collectivisation" brutale et forcée (à commencer par la "dékoulakisation" puis les collectivisations staliniennes) qui a transformé" en prolétaires des millions de petits paysans. Leurs revenus faibles, qui en font la catégorie la plus défavorisée, le manque total d'intérêt pour le travail et les résultats médiocres des kolkhozes ou des sovkhozes ont obligé l'Etat à faire en partie machine arrière et à leur accorder la "libre" disposition de petites parcelles individuelles. Le risque existe donc de voir une partie de ces salariés plus préoccupés d'agrandir leur lopin de terre que de soutenir la guerre révolutionnaire.

Ainsi, en dépit de nombreuses difficultés, on peut penser que les ouvriers agricoles formeront dans les campagnes la base du mouvement révolutionnaire dont ils seront les premiers, sinon les seuls, et les plus fermes soutiens.

Mais, en raison même de ces difficultés, il est vraisemblable que le mouvement révolutionnaire se développera des zones industrielles vers les campagnes et que le soutien massif et l'intervention du prolétariat industriel seront nécessaires pour y assurer la victoire du communisme.

Dans les premiers temps de la lutte contre le Capital le prolétariat agricole devra se consacrer en grande partie, en raison de l'inertie, voire de la résistance, des petits et moyens paysans, au ravitaillement des villes.

Très rapidement, il devra, avec le prolétariat industriel, s'attaquer aux rapports de production capitalistes sans s'illusionner sur la réalisation immédiate du communisme, car la tâche centrale de l'heure sera l'extension de la révolution et la liquidation totale de toute réaction capitaliste. L'écrasement par l'Etat bourgeois républicain des collectivités d'Aragon s'essayant au "communisme libertaire" devrait suffire comme expérience !

c- les petits et moyens paysans. La racine du problème paysan :

Si l'agriculture est aujourd'hui un secteur intégré à l'économie capitaliste, cette intégration n'en demeure pas moins incomplète (comme d'ailleurs pour les autres secteurs économiques) du fait de la survivance des classes de petits et moyens paysans qui représentent encore la majorité de la population agricole et la part la plus importante de la production.

C'est donc l'importance économique de ces classes et la place qu'elles occupent dans les rapports de production qui nécessitent une tactique particulière du prolétariat.

Si, en effet, il ne peut être question, pas plus que pour les autres classes, d'assurer leur survie en tant que telles, gagner leur neutralité puis leur intégration individuelle au prolétariat est vital pour la classe ouvrière, tant avant que, et même surtout pendant la période insurrectionnelle et les premiers temps de la dictature du prolétariat.

C'est parceque les formidables besoins en nourriture et matières premières agricoles nécessaires à la survie du prolétariat (joints aux destructions énormes de récoltes et de machines engendrées par la lutte contre le capitalisme) ne pourront malheureusement pas être satisfaits uniquement par le biais des entreprises agro-industrielles collectivisées que les travailleurs seront contraints d'utiliser la petite et la moyenne paysanneries (tout ceci sans même parler du soutien qu'il faudra rapidement apporter au prolétariat du Tiers-monde).

Le problème paysan peut donc se résumer à deux impératifs :

- d'une part la neutralisation absolue politique et militaire des petits et moyens paysans : il n'y aura pas de "soviets" paysans ni aucune autre forme d'organisation autonome, politique et économique, de la paysannerie !
- d'autre part, la nécessité de relations économiques nées de la dépendance de la classe ouvrière vis à vis de l'agriculture.

De la capacité du prolétariat à assumer un rapport de force favorable face à ces classes peut dépendre le succès du mouvement révolutionnaire.

C'est pourquoi, tout au long de l'histoire du mouvement ouvrier, on retrouve posée la question : quelle tactique adopter avant, pendant et après l'instauration de la dictature du prolétariat ?

LES DIFFICULTES DE L'ANALYSE

Le "problème paysan" a été à l'origine de nombreux débats tant par son importance évidente que par les difficultés d'analyse qu'il présentait; difficultés d'autant plus hardues à résoudre que l'on remonte loin dans l'histoire (jusqu'à Marx lui-même sur le problème russe).

Au 19° siècle notamment, l'analyse demeurait trop souvent obscurcie par des éléments dont l'importance apparemment primordiale, considérable à l'époque, n'a fait que décroître depuis.

En bref, il s'agissait surtout de l'incompréhension de la nature exacte, du rôle historique de la paysannerie et de son évolution principallement dans l'ère capitaliste.

LES RACINES DE LA CONFUSION

Elles tiennent :

a- en premier lieu au fait qu'existant depuis l'aube de la société de classes et naturellement bien avant le prolétariat, les classes paysannes les plus pauvres furent de tous temps des classes sacrifiées, méprisées, "taillables et corvéables à merci", pressurées par tous les systèmes sociaux qui se succédèrent dans l'histoire ; principalement durant le féodalisme pendant lequel elles représentaient tant économiquement que numériquement la base de la société.

Cette exploitation continue, dont elles furent les victimes, jointes à leurs révoltes violentes et toujours réprimées dans le sang, leur valurent l'alliance tactique des autres classes qui subissaient également une exploitation. Elles s'appuyèrent sur elles ... avant de les exploiter à leur tour !

b- au fait ensuite qu'elles représentèrent très longtemps la grande masse de la population et qu'elles semblaient constituer logiquement le moteur, sinon la base, par leur masse propre de tout bouleversement social.

L'exemple type est celui de la Russie où sur une population d'environ 180 Millions d'habitants au début du siècle, 150 Millions environ étaient des paysans, affranchis du servage depuis 1861 seulement. Cette masse, jointe à la misère absolue, économique et morale, dans laquelle elle croupissait explique qu'elle fut la cible de tous les courants qui luttèrent contre le tzarisme, de Tolstoï, en passant par les populistes, les anarchistes, les S.R., les menchéviks, jusqu'aux bolchéviks (cf. le mot d'ordre de " La terre aux paysans " de Lénine).

c- enfin, les origines sociologiques de la classe ouvrière elle-même.

C'est en effet beaucoup plus à partir de la prolétarisation de certaines couches de la petite paysannerie que parmi les artisans ou les "compagnons" du petit atelier corporatif pré-capitaliste que la classe ouvrière se constitua durant la phase d'accumulation primitive du Capital.

De là, la tentation de voir une alliance paysans pauvres - ouvriers comme toute naturelle.

SUITE PAGE 14

A PROPOS D'UNE ADRESSE aux prolétaires et aux jeunes révolutionnaires arabes et israëliens contre la guerre et pour la révolution prolétarienne

Le Moyen-orient connait une crise grave à tous les échelons: crise économique, politique et sociale dont le Liban est la tragique illustration. Depuis quelques années, le mouvement ouvrier a fait une réapparition de plus en plus radicale sur son terrain de classe. C'est le moment qu'ont choisi des révolutionnaires arabes et israëliens, dont la radicalité est le produit de cette remontée des luttes prolétariennes, pour dégager une perspective communiste au Moyen-orient.

Réunis les 1 et 2 mai 1976, à Paris en conférence, ces révolutionnaires, pour la moitié représentants de groupes et organisations révolutionnaires, ont élaboré un manifeste qui est, à notre connaissance, la première adresse révolutionnaire publiée en commun par des arabes et des israëliens, ce qui est à souligner. Un de nos camarades y était invité à titre individuel. Ce premier pas vers le regroupement et le travail coordonné se place dans le mouvement de jonction des luttes prolétariennes et dans une période de déclin de l'illusion nationaliste. Il ne pourra en avoir que plus de force.

Cette adresse n'est cependant pas exempte d'une ambiguité découlant d'une non-rupture totale avec la conception "léniniste" de l'auto-détermination nationale. En effet, alors que plusieurs fois est affirmé l'aspect caduque des luttes de libération nationale à notre époque, un passage contient le soutien à "l'auto-détermination du peuple palestinien et du peuple juif-israëlien pour mettre fin une fois pour toutes à toute oppression nationale et sociale". Ce passage -en fait un amendement au texte initial- dut être incorporé après un vote où la tendance la plus clairement anti-nationale fut mise en minorité. Notre camarade ne s'estime évidemment pas engagé par ce passage qu'il considère en flagrante opposition avec le contenu communiste de l'adresse. En attendant la prochaine publication de ce texte, nous publions ci-dessous un extrait particulièrement significatif du contenu révolutionnaire de l'adresse.

Au stade actuel de la lutte des classes, notre tâche, à nous, dont l'essentiel des activités révolutionnaires est orienté vers les pays arabes et Israël, est :

- d'apporter sa signification réelle, sa conscience radicale à toute pratique à visée révolutionnaire, si limitée dans le temps et l'espace soi-elle ;

- d'encourager tout dérèglement des institutions existantes, qui ne sont rien d'autre que la violence de classe organisée, toute résistance au conformisme, aux injustices et au pouvoir discrétionnaire des directions dirigeantes dont l'essentiel de l'activité a, de tout temps, consisté à surveiller et à punir ;

- de diriger l'arme de la critique contre toutes les institutions religieuses et idéologiques.

Dans l'Orient, venu au capitalisme moderne sous l'impact de l'époque, et non pas par une évolution intérieure que ses structures paralysantes excluent, la critique de tous les anachronismes du monde moderne, qui conservent en Orient une influence massive, telle la religion qui bloque encore l'intellect des larges masses, reste la condition préliminaire de toute critique, s'attaquant simultanément au capital, au pouvoir et à leurs justifications sacrées et profanes.

Face aux classes qui défendent partout et par tous les moyens la propriété privée et étatique, l'amour du travail salarié, l'ordre, la famille, la morale, la tradition, la religion, l'autorité, le patriotisme, le sacrifice, le service militaire, l'école, les partis et les syndicats à leur service, les révolutionnaires axeront le feu de leur critique sur toutes ces institutions et cette table des valeurs défendues par leurs ennemis :

sur le carcan familial répressif qui écrase, par son conservatisme patriarcal, la personnalité et la créativité des enfants et maintient la femme dans l'esclavage ;
sur la machine scolaire, lieu d'apologie des abstractions abrutissantes et des réalités mortelles, qui reprend les enfants, assagis, de la famille pour achever son oeuvre, à savoir tuer en eux toute réflexion libre, leur laver le cerveau, les conditionner par toutes les médiocrités courantes, les plier aux exigences d'une société stupide et totalitaire, les destiner à être des ouvriers qualifiés et disciplinés ;
sur l'université qui, à son tour, récupère les élèves triés par des examens punitifs, pour les soumettre aux ravages des idéologies passéistes et modernistes qui se côtoient et se complètent dans la société même, pour en faire, dans le meilleur des cas, des petits cadres au service de l'Etat et des professeurs spécialisés incapables d'avoir des vues larges et profondes sur leur temps, et dans le pire des cas des chômeurs diplomés ;
sur l'essence de la culture dominante et les moyens audio-visuels qui la propagent dans le seul but de mystifier la conscience de la classe révolutionnaire en diffusant à satiété des faux problèmes, escamotant le vrai, celui de l'émancipation du prolétariat, par l'apologie du passé mort et de l'état théologique toujours en place ;
sur l'armée, dernier lieu de conditionnement de la jeunesse, qui est en passe de devenir -après la "paix" elle le deviendra pleinement- une force spéciale réduite en nombre et exclusivement destinée à se mesurer au prolétariat dans les guerres civiles à venir;
sur les partis et les syndicats étatiques et para-étatiques qui sont déja la principale force d'inertie pour la classe ouvrière et dont la tâche consiste, en tant que courroie de transmission du pouvoir, à neutraliser les pôles subversifs de la société, à perpétuer la soumission des exploités, à créer et entretenir la fausse conscience, enfin à mater le prolétariat.

Dans notre époque, qui est révolutionnaire, tous les états de la région sont forcés de mettre en oeuvre des réformes sociales quelconques. Pour survivre et étendre sa domination à tous les aspects de la vie sociale, le capital se voit obligé de moderniser son infrastructure, d'utiliser ses urbanistes pour l'aménagement des villes en fonction de la guerre civile, l'aménagement du territoire en fonction des besoins de l'industrie polluante, le parcage d'une population menaçante dans des cages-à-lapins, et enfin entreprendre, même dans les pays arriérés de la région, certaines réformes sociales susceptibles de convertir le prolétariat, réveillé à ses intérêts de classe, à la modération.

Modernisation, modération, retenue, tels sont les maîtres mots de la propagande officielle au Moyen-Orient.

Cette vérité vécue interdit aux révolutionnaires toute participation à une action à visée réformiste et toute alliance avec les partis réformistes qui ne sont en fait que la gauche du capital.

La faillite historique de tous les partis de gauche dans les pays arabes et en Israël s'explique, en grande partie, parce qu'ils étaient tout au long des 25 dernières années réformistes en paroles face à un pouvoir réformiste en actes. Après toute une période de maniements des idées momies, de répétition de fausses évidences, de rabâchage de faux problèmes, de propagation de la fausse conscience, de traductions falsifiées de quelques textes marxistes, ces partis "communistes" apparaissent pour ce qu'ils sont réellement : non pas des partis de la classe ouvrière, mais ceux de la classe dominante dont ils partagent ouvertement le pouvoir en Syrie, en Irak et bientôt au Liban, et lui servent comme "opposants honnêtes et constructifs" partout ailleurs.

La quasi-totalité des groupes gauchistes arabes, apparus pour la plupart après l'avènement de la résistance palestinienne pour prendre la relève des vieux P.C "qui ont trahi le marxisme-léninisme, le vrai", et après la défaite de la résistance en septembre 70 à Amman, s'évanouirent ou réintégrent leurs bons vieux partis réformistes "traîtres" d'origine. Et, en choeur avec leurs partis vite retrouvés, se mirent à brailler "la nécessité des fronts nationaux avec les régimes progressistes et anti-impérialistes pour faire face à l'impérialisme et ses agents en Israël et en Iran".

Maintenant que tous les régimes progressistes collaborent à visage découvert avec l'impérialisme, qu'ils se sont réconciliés avec la bourgeoisie iranienne et se préparent à donner l'accolade aux dirigeants d'Israël, le masque est tombé. Les partisans "critiques" ou aveugles des fronts nationaux apparaissent comme partisans acharnés de la soumission de la classe ouvrière à la bureaucratie au pouvoir, à la bourgeoisie aux affaires.

Le prolétariat et ses alliés (1) n'ont aucun programme minimum commun avec aucune fraction des classes possédantes, qu'elles soient au pouvoir ou dans l'opposition.

(1) : Les alliés dont il s'agit n'ont rien à voir avec la conception "alliance de classe" Cette appellation concerne, dans l'esprit des signataires de l'adresse, le prolétariat agraire, les chômeurs (nombreux) et la jeunesse révolutionnaire.

La brochure, déjà annoncée, du P.I.C sur le Moyen-Orient, retardée à cause des multiples rebondissements des évènements libanais, paraîtra sous peu.

ESPAGNE

Les deux premières parties de cet article sont parues dans Jeune Taupe n°8 :De la reconstruction à la crise et dans Jeune Taupe n°9 :La crise politique du régime franquiste et de ses "fossoyeurs".

Après un rappel de l'expérience du prolétariat espagnol et de ses implications politiques, nous analyserons le mouvement qui s'est développé ces dernières années et en particulier lors des derniers mois.

GAUCHE OU PROLETARIAT? (3)

L'EXPERIENCE HISTORIQUE DU PROLETARIAT ESPAGNOL

★ Le prolétariat européen ne put imposer, lors des années 20, sa propre alternative de destruction du système capitaliste face à la crise internationale qui s'ouvrit définitivement avec la première guerre mondiale, et les faiblesses politiques de celui-ci, dont en furent les expressions essentielles ses fractions organisées (anarchistes, social-démocrates, léninistes) ,devinrent, en son sein, des facteurs contre-révolutionnaires actifs face à la seule alternative capitaliste : l'embrigadement du prolétariat dans la 2° boucherie impérialiste.

Néanmoins,

- face à la contre-révolution mondiale dont le signal avait été la dégénérescence de la révolution russe, contre-révolution qui ne cessait de s'approfondir sous la pression exacerbée des impératifs capitalistes (renforcement de l'Etat, de son armée, réorganisation de la production, intensification de l'exploitation etc...),
- face à l'indispensable alternative mystificatrice Fascisme/Démocratie dont jouait tout azimut le système capitaliste pour dévoyer le prolétariat de son terrain de classe (différents fronts nationaux fasciste, populaire, républicain),

le prolétariat espagnol tenta en 1936-37 de s'en dégager, faisant l'expérience sanglante de la nature capitaliste des défenseurs de l'Etat espagnol démocratique au pouvoir depuis 1931.

Ce sera, lors des journées de mai 37 au cours desquelles les ouvriers s'affrontèrent aux forces de répression de la bourgeoisie républicaine, que les dirigeants de la CNT, du P.C.E et de l'extrême-gauche, par leur soutien critique au gouvernement républicain, s'avérèrent se placer irréversiblement dans le camp de l'ordre capitaliste.

A ce sujet, nous avons souligné dans l'article "Quelques Vérités Elémentaires" (voir Jeune Taupe n°8) l'enseignement que l'on peut tirer de l'opposition de classe en 37 entre les troupes républicaines et les ouvriers révolutionnaires et du rôle particulier d'offensive anti-prolétarienne des staliniens espagnols dans ce processus. Cette expérience, une des plus importantes du mouvement ouvrier international, a révélé, de façon flagrante, le rôle de fossoyeur de la révolution de tous les anti-fascistes. Après l'écrasement du mouvement social amorcé par Negrin et le Front Populaire (aidé en cela par le gangstérisme stalinien), le règlement de compte entre fractions capitalistes républicaine et phalangiste porta Franco au pouvoir qui se chargea de terminer ce travail.

Le résultat de cet affrontement de classe et de l'échec qui s'en suivit explique la situation particulièrement délicate pour le capitalisme face aux perspectives de relève démocratique nécessaires pour tenter d'endiguer la montée vertigineuse des luttes de classe dans ce pays depuis 71.

★ En effet, si dans la plupart des pays européens, en particulier en Italie et en France, les communistes jouèrent un rôle notoire pendant la guerre contre les dictatures nazie et fasciste (nombreux exemples dans la Résistance française et italienne), la victoire des démocraties à la fin de la guerre ouvrit la possibilité à ces derniers

de contribuer, avec les autres fractions capitalistes, à la relance de l'économie nationale.

Au cours de la période de reconstruction qui suivit la 2° boucherie impérialiste, ces produits contre-révolutionnaires au sein de la classe ouvrière permirent, en bons patriotes qu'ils étaient, à l'Etat capitaliste de parer à la combativité des travailleurs et de plier, sans trop de difficultés, les ouvriers parfois réticents aux exigences de la démocratie, en un mot, aux nouveaux impératifs de profit capitalistes.

Pendant toute cette période de contre-révolution, ces organisations dites ouvrières se développèrent au sein du prolétariat, s'y renforcèrent et, de part leurs participations efficaces dans la réorganisation sociale de la production et pour la remise en route de l'économie nationale, ils n'ont plus maintenant de leçons à recevoir pour ce qui est du maintien des rapports de production et de la défense de l'ordre capitaliste.

Avec la crise économique désormais irréversiblement ouverte, face à la résistance de plus en plus acharnée des travailleurs dans la défense de leur niveau de vie, dès que les équipes gouvernementales ne garantissent plus la "paix sociale", ces fractions capitalistes de gauche tentent de développer l'idéologie politique nécessaire pour dévoyer le mécontentement grandissant du prolétariat. En Italie, aux sérieux facteurs de crise économique se sont ajoutés ceux d'une instabilité politique, ce qui rend, à l'heure actuelle, de plus en plus nécessaires des "solutions de rechange capitaliste" c.a.d la collaboration du Parti Communiste Italien dans l'opération de sauvetage de l'Etat capitaliste italien. Face à l'exacerbation de la concurrence internationale, de part ses capacités d'encadrement de larges couches de la classe ouvrière, il ne reste plus au P.C.I qu'à se porter garant de son indépendance politique face aux différents impérialismes (l'U.R.S.S en particulier), de sa responsabilité nationale et démocratique (abandon de la notion de "dictature du prolétariat), et de sa volonté de participation à une Europe politique. Tout comme le P.C français, le P.C.I travaille actuellement, dans la perspective de son arrivée au pouvoir, à renforcer sa crédibilité auprès des autres fractions capitalistes. (voir à ce sujet l'article sur l'Italie : "Berlinger valet d'un seul maître : le capital italien ! ")

★ Il en fut tout autrement pour l'Espagne.

En effet, la guerre civile ouverte en 36 se termina en mars 39 avec la victoire de Franco et la liquidation des défenseurs de la république. Le gouvernement Négrin qui constitua, après les évènements de mai 37, le pôle de cristallisation de toutes les fractions contre-révolutionnaires du Front Populaire (anarchistes, social-démocrates, staliniens), ne put achever son oeuvre de fossoyeur de la révolution.

Même si ces fractions politiques furent ensuite exclues définitivement et violemment de l'appareil d'Etat espagnol, leur collaboration active au processus d'involution du capitalisme liée à son engagement irréversible vers une décadence de plus en plus barbare (tendance au capitalisme d'état) permit à la contre-révolution de s'approfondir dans ce pays plus que partout ailleurs.

- d'abord, les communistes espagnols, à la solde de l'impérialisme soviétique, dirigèrent, dès juin 37, leur répression politique contre l'extrême-gauche (vis-à-vis des dirigeants du POUM, des Amis de Durruti, de la base de la CNT-FAI), répression qui visait en fait l'ensemble des ouvriers "indisciplinés" de la classe.
- dès avril 38, avec la collaboration des dirigeants anarchistes et réformistes (pacte CNT-UGT qui ne protégea d'ailleurs pas leurs propres militants de la dictature policière du Front Populaire) le gouvernement Négrin accomplit, dans l'ordre économique, l'expropriation complète du prolétariat par le truchement des nationalisations.
- le PCE fut le principal agent idéologique, administratif et policier de cette concentration croissante des moyens de production et de répression dans les mains de l'Etat capitaliste ainsi renforcé.

Le terrain était plus que favorable à Franco pour maintenir durablement sa dictature une fois les forces nationalistes portées à la victoire, et ce, malgré la défaite des jougs nazie et fasciste dans le reste de l'Europe et la fin de la guerre!

Ayant pris les commandes d'un appareil d'Etat déjà fortement centralisé, Franco eut besoin de légitimer sa prise du pouvoir. Au sortir des horreurs de la guerre civile, ce dernier, à la tête d'un pays particulièrement éprouvé et désorganisé, s'appuya sur l'Eglise et sur l'Armée "libératrice".

Franco, chef d'un appareil constitutionnel dirigé par un parti politique fort et exclusif : la Phalange, mis en place un appareil policier efficace de façon à éliminer toute opposition concurrente et un encadrement idéologique sévère en étroite liaison avec l'appareil répressif pour entamer l'urgente réorganisation sociale dont l'Etat capitaliste espagnol avait besoin.

Profitant du désarroi dans les rangs du prolétariat qui avait été dépossédé de tout pouvoir politique et économique par ses propres dirigeants, Franco dirigea, au nom de la "réconciliation nationale", la restructuration du pouvoir politique, économique et social renforçant d'avantage la centralisation entamée par le Front Populaire.

-en supprimant tous les status d'autonomie des provinces et en instalant à leurs têtes des gouverneurs nommés par le pouvoir central ;

-en portant la mainmise de l'administration de l'Etat sur les principales entreprises du secteur public et sur le secteur banquaire, et en créant en 1941 l'Institut National d'Industrie ;

-en mettant en place, au nom des principes du "national-syndicalisme", des syndicats verticaux (constitués par des représentants patronaux et ouvriers "réconciliés"), cadre idéologique phalangiste nécessaire pour dompter un prolétariat qui, quoique globalement vaincu et durement éprouvé, n'en était pas moins resté combatif dans certains secteurs isolés (Bilbao 1947, Barcelone 1951et56). Il fallut lui faire accepter les sacrifices (salaires particulièrement bas) pour les nouveaux impératifs de profit capitalistes nécessaires au relèvement de l'Espagne.

Contrairement aux autres pays capitalistes, cette période de contre-révolution fut marquée par un très lent décollage économique (début des années 60) de part l'isolement dont était victime l'Espagne, la rigidité de son système politique de production, conséquence de la combativité particulière du prolétariat espagnol en 36.

Mais ce qui différencia surtout l'Espagne au regard des autres pays capitalistes, ce fut l'impossibilité permanente des fractions politiques de gauche de participer idéologiquement à cette période "miraculeuse" de reconstruction capitaliste d'après guerre.

Réduites par une répression farouche à la clandestinité la plus totale, ces organisations contre-révolutionnaires ne purent se développer au sein de la classe ouvrière espagnole elle-même fortement encadrée.

En effet le PCE, bien organisé de part ses pratiques policières pendant la guerre d'Espagne, maintint une tactique de guérillas jusqu'en 1946-47 puis orienta ses efforts dans la clandestinité vers le recrutement de militants, ceci sans participer à aucune lutte prolétarienne de 1946 jusqu'à1964 dans la plus pure tradition léniniste.

La CNT au contraire, subissant les contre-coups de tout mouvement de résistance économique du prolétariat, fut décimé de 39 à 50, put restructurer son organisation de 57 à62 avant d'être la cible d'une nouvelle répression féroce. Elle ne put de même s'implanter au sein de la classe ouvrière espagnole.

★ Malgré la faiblesse d'encadrement politique et syndicale de ces fractions capitalistes de gauche et du peu de crédibilité qu'elles peuvent actuellement présenter pour assurer au capital l'ordre social, la contre-révolution n'en a pas moins été profonde. Et celle-ci prend toute son ampleur aujourd'hui face à l'impuissance généralisée de toutes les fractions politiques de droite comme de gauche devant la nécessité de "solution capitaliste de rechange" face à la crise économique et sociale violente qui touche actuellement le pays.

En effet, des fractions politiques se plaçant résolument sur un terrain "communiste" peuvent difficilement se dégager du mouvement social naissant depuis 1971 sans tomber dans des impasses.

-de part le large système répressif encore en place ce qui pourrait donner naissance à une pratique militaire coupée de toute pratique de classe,

-de part les confusions politiques liées aux tactiques contre-révolutionnaires des fractions politiques espagnoles de gauche et à la contre- révolution mondiale dont certaines fractions politiques en Europe sortent à grand peine,

ce qui pourrait faire renaître l'anti-fascisme et la défense de la démocratie bourgeoise,
-de part la résurgence du régionalisme et du mythe autogestionnaire se greffant sur un processus de désagrégation de l'Etat capitaliste en crise et de l'appareil de production.

Au travers du pullulement d'organisations politiques confuses et totalement autonomes qui sont apparues ces derniers mois (plus de 200 depuis décembre), pour la plupart produits de la contre-révolution, il sera particulièrement difficile pour ces fractions politiques communistes de s'implanter à partir d'une intervention efficace sur des bases politiques claires (dépassement de l'alternative capitaliste fascisme/démocratie nouvelle sauce, dénonciation du rôle capitaliste des organisations de gauche et d'extrême-gauche, anti-syndicalisme);

Ce travail politique est d'autant plus urgent que si le prolétariat espagnol ne profite pas de l'impuissance de toutes les fractions du Capital qui se généralise, il ne pourra pas développer sa combativité jusqu'à son armement politique pour détruire ce dernier.

DEVELOPPEMENT DES LUTTES PROLETARIENNES

★ Il fallut attendre la vague de grèves des années 1963 dans les mines d'Asturies et en Biscaye pour voir renaître un mouvement social d'envergure en Espagne. Le mouvement partit d'une simple revendication (hausse générale des salaires) et commença à ouvrir une brèche dans la Centrale Nationale Syndicale (syndicat officiel). Cette revendication put être satisfaite par le Capital qui sortait tout juste de sa longue période d'autarcie. Le salaire doubla, atte ignant ainsi un niveau européen. Les organisations, nées et disparues spontanément suivant la progression et le recul de chaque conflit, prirent rapidement l'aspect d'organisation de masse permanente, de part le noyautage qu'effectua lePCE qui disposait d'un certain nombre de cadres et d'un fort appareil clandestin mais qui, contrairement aux anarchistes et aux socio-démocrates (CNT etUGT), ne disposait d'aucune base syndicale pour renouveler ses recrues politiques.

Face à la nouvelle loi syndicale renonçant au principe du national-syndicalisme et à l'exigence de l'appartenance à la Phalange pour se présenter aux élections des syndicats officiels, le PCE utilisa ces possibilités légales pour gagner des sièges à la CNS en 66, s'appuyant sur la tolérence relative des autorités dont les Commisions Ouvrières bénéficiaient et sur les victoires revendicatives que permettait le capitalisme en plein développement. La première "génération" des Commisions Ouvrières fut complètement décapitée par la répression de l'année 69 avec l'apparition du ralentissement économique et l'ouverture de la crise.

★ Les CCOO ne se remirent jamais de cet échec. Le niveau des luttes ne s'en développa pas moins pour autant en 71-72 (grandes grèves de Grenade et de Burgos en 70, Seat, Harry Walker en 71), se radicalisant et sétendant au niveau des quartiers, dépassant le seul cadre de l'usine. Malgré les tentatives de rajeunissement de la part des trotskystes et maoistes, l'agonie des CCOO s'accéléra sous l'amplification du mouvement social revendicatif. La majorité des ouvriers boycotèrent les élections de la CNS en 75. Après les grèves générales d'El Ferrol et de Vigo en 72, on vit se développer très rapidement, de part la rigidité et la bureaucratisation des syndicats légaux et semi- légaux, des assemblées générales souveraines où les ouvriers s'attaquaient ouvertement aux dirigeants syndicaux et présentaient une volonté d'unité d'action insurrectionnelle à la base pour s'organiser face à la répression.

Les derniers évènements du début de l'année où l'on vit apparaître des assemblées ouvrières en plein centre de Barcelone, le détonnateur que provoca les événements de Vitoria, révélèrent la totale faillite d'encadrement des fractions de gauche du Capital et l'inefficacité de leurs appels à la modération pour la sauvegarde d'une possible démocratisation bien lente à venir.

★ Le trait significatif de toutes ces luttes prolétariennes, même si elles se cantonnent sur un terrain strictement revendicatif et sont un produit de l'accélération de la crise (nombreux licenciements), n'en dépassent pas moins le cadre syndical capitaliste, signe de la sortie de la période contre-révolutionnaire, et se trouvent alors confrontées aux forces de répression de l'Etat.

Ayant un niveau de vie à défendre, le processus de décantation peut être beaucoup plus rapide qu'au Portugal, ouvrant, au cours des affrontements répétés avec le pouvoir, des perspectives d'offensive politique qui ne pourront qu'accélérer la décomposition politique de l'Etat et de toutes ses fractions d'encadrement, et ceci d'autant plus que le système ne peut affronter de face un prolétariat renforçant son unité de classe.

Barricada en un barrio popular de Barcelona.

LA PLATE-FORME DU GROUPE "POUR UNE INTERVENTION COMMUNISTE" A ETE PUBLIEE DANS JEUNE TAUPE N°7. ELLE PEUT EGALEMENT ETRE OBTENUE SUR DEMANDE A NOTRE ADRESSE POSTALE (VOIR PAGE 6). ON PEUT AUSSI SE LA PROCURER EN ESPAGNOL.

suite de la p.9

Après avoir surestimé le mouvement social comme cela était apparu dans le livre "Portugal, l'autre combat" (toujours aux éditions "Spartacus"), il semble que C.Reeve ne voit plus guère de possibilités pour la lutte des travailleurs actuellement. Pour lui en quelque sorte, le 25 novembre ne permettrait pas de tirer simplement un bilan provisoire, il marquerait véritablement la fin d'une période.

Or, si le prolétariat n'occupe plus le devant de la scène comme entre avril 74 et novembre 75, il n'a pas été vaincu physiquement et l'approfondissement de la crise ne peut que le conduire à retrouver le chemin de la lutte générale comme nous le disions au début de cet article. Et ceci d'autant plus qu'il a perdu nombre de ses illusions, en premier lieu sur le M.F.A ! C'est un facteur favorable considérable et C.Reeve devrait davantage en tenir compte puisqu'il reconnaît - de façon contradictoire avec son habituelle surestimation - que "c'est la faiblesse même de l'action autonome des travailleurs qui explique l'existence d'un terrain favorable au développement des attitudes et des conceptions putschistes" (p.2).

De plus, si les révolutionnaires, au-delà des bilans, se préoccupaient essentiellement d'intervenir de façon organisée au sein de la classe pour contribuer de façon active à sa réflexion sur les expériences passées, cela serait un facteur favorable supplémentaire dans la préparation du prolétariat pour affronter les futurs combats qui risquent d'être cette fois décisifs

Recherche Du Fil Historique :

(CE QUE RECOUVRE TOUTE RECHERCHE D'UN FIL HISTORIQUE OU D'UNE CONTINUITE ORGANIQUE :

SUBSTITUTISME, PROGRAMMISME, MEPRIS DU PROLETARIAT ... QUELQUES VERITES PAR LEURS AUTEURS)

* * *

" Un ou deux millions de suffrages ouvriers pour un parti ouvrier bona fide valent infiniment plus que cent milles suffrages pour un programme doctrinairement parfait."
F. Engels, Lettre à Florence Kelley.

* * * * *

" Pilotes invisibles au milieu de la tempête populaire, nous devons la diriger, non par un pouvoir ostensible, mais par la dictature collective de tous les alliés. Dictature sans écharpe, sans titre, sans droit officiel, et d'autant plus puissante qu'elle n'aura aucune des apparences du pouvoir. "
M. Bakounine, cité dans " F.D. Nieuwenhuis : Le socialisme en danger ".

* * * * *

" Nous voulions, par une action consciente, imprimer au mouvement ouvrier la direction qui nous semble la meilleure, contre ceux qui croient au miracle de l'automatisme et aux vertus de la masse travailleuse... Nous qui, dans l'Internationale, étions désignés sous le nom de bakouninistes, et étions membres de l'Alliance, nous criions très fort contre Marx et les marxistes parce qu'ils tentaient de faire triompher dans l'Internationale leur programme particulier ; mais, mis à part la loyauté des moyens employés et sur lesquels il est maintenant inutile d'insister, nous faisions comme eux, c'est-à-dire que nous cherchions à nous servir de l'Internationale pour atteindre nos buts de parti. "
E. Malatesta, Volonta (1914)

* * * * *

" La social-démocratie n'est dans son programme politique qu'une forme logique de la démocratie bourgeoise... "
Troelstra - dirigeant du parti socialiste hollandais.

* * * * *

" Aujourd'hui, j'ai lu dans un journal anglais antisocialiste un télégramme annonçant que le gouvernement anglais avait reçu le soviet des délégués ouvriers de Birmimgham et lui avait promis de reconnaître les Soviets comme des organisations économiques. Le système soviétique a remporté la victoire non seulement dans la Russie arriérée, mais dans le pays le plus civilisé d'Europe : l'Allemagne, et dans le plus vieux pays capitaliste : l'Angleterre. "
Discours d'ouverture de Lénine au premier congrès de l'I.C.

* * * * *

" On nous a accusé plus d'une fois d'avoir substitué à la dictature des soviets celle du Parti. Et cependant, on peut affirmer sans risquer de se tromper, que la dictature des Soviets n'a été possible que grâce à la dictature du Parti : grâce à la clarté de ses idées théoriques, grâce à sa forte organisation révolutionnaire le Parti a assuré aux soviets la possibilité de se transformer, d'informes parlements ouvriers qu'ils étaient, en un appareil de domination du travail. Dans cette substitution du Pouvoir du Parti au pouvoir de la classe ouvrière, il n'y a rien de fortuit ..."
L. Trotsky, Terrorisme et Communisme.

* * * * *

" Toute l'histoire du bolchévisme avant et après la révolution d'Octobre abonde, en exemples de louvoiements, d'ententes et de compromis avec les autres partis, sans excepter les partis bourgeois. "
V.I. Lénine, Le gauchisme.

* * *